LE JEUNE INDEPENDANT
N° 6724 - SAMEDI 27 JUIN 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

SERVICE NATIONAL

Les Algériens âgés de 30 ans et plus exemptés

Page 16

HAUSSE RECORD DES CAS COVID-19

240 nouveaux cas, 146 guérisons et 7 décès en 24 heures

Page 2

Lutte antiterroriste

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN SALUE LES EFFORTS DE L'ANP

Le terrorisme serait anéanti en Algérie selon un rapport du Département d'État américain sur la lutte contre le terrorisme dans le monde. Le rapport, rendu public, jeudi indique que les groupes terroristes dans la région sont dans l'incapacité d'opérer en Algérie grâce aux efforts menés par l'Armée nationale populaire (ANP) et les forces de sécurité, ayant conduit à l'anéantissement de leurs capacités de nuisance.

Page 3





AADL

Choix des sites pour 40 000 souscripteurs

Page 4



CONVOCATION DE MOHSEN BELABBES

Le Parquet d'Alger fournit des explications

Page 5

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Création d'une école supérieure



Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

INSTITUT PASTEUR D'ALGÉRIE

2 500 tests de dépistage par jour à travers le territoire national

LE DIRECTEUR général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Dr Fawzi Derrar a indiqué que 2 500 tests de dépistage du coronavirus par jour étaient réalisés à travers les différentes régions du pays.
Dans une déclaration à l'APS, Dr Derrar a précisé que l'Institut Pasteur d'Algérie s'employait à augmenter le nombre de laboratoires dans les différentes wilayas, notamment celles enregistrant une recrudescence des cas de Covid-19, annonçant par là même l'ouverture, la semaine prochaine, de deux laboratoires à Annaba et Sétif pour répondre à la demande,
sachant que ces deux wilayas ont bénéficié d'une structure sanitaire analogue depuis l'apparition de l'épidémie. L'institut Pasteur d'Algérie «accompagne également les nouveaux laboratoires en termes de formation et d'orientation afin d'assurer une couverture équitable à travers les différentes régions du pays», a-t-il dit.
Et d'ajouter que ces deux nouvelles structures porteront à 29 le nombre de laboratoires réalisant le dépistage du coronavirus à travers le territoire national, dont certains relèvent de l'Institut Pasteur d'Algérie et d'autres d'établissements hospitaliers ou universitaires, soulignant que leur nombre augmentera à l'avenir.
Concernant la sensible hausse des cas d'infection au coronavirus enregistrée ces derniers jours, l'expert a dit que cette situation à laquelle d'autres pays sont également confrontés est due au fait que «le virus n'a pas complètement disparu». Certains pays qui avaient levé le confinement, comme l'Allemagne, ont d'ailleurs été contraints de reconfiner à cause de l'apparition de nouveaux foyers, a-t-il poursuivi.
Il a appelé, dans ce cadre, les citoyens à davantage de vigilance et de prudence «tant que le virus n'a pas complètement disparu et que des cas sont encore enregistrés», des cas, a-t-il dit, dus au «non-respect des règles essentielles , notamment, le respect de la distanciation physique et le port de la bavette dans les lieux publics.
Autre facteur ayant contribué à la hausse sensible du nombre de cas, ces derniers jours, est l'enregistrement de cas de familles, entre 16 et 17 % du total des cas annoncés, et ce en raison de l'organisation de certains regroupements et fêtes, en dépit de «toutes les mises en garde adressées par les pouvoirs publics et les experts sur danger de l'épidémie de Coronavirus, a-t-il regretté. Des comportements qui sont à l'origine «de l'aggravation de la situation», a-t-il relevé avant d'ajouter, d'autre part, qu'il était «nécessaire, à l'heure actuelle, de chercher les modes à même de faire face à ce danger, particulièrement, suite au constat fait sur la poursuite de la prolifération de ce virus dans le monde». Le spécialiste a également appelé, avec insistance, à «faire preuve de prudence et de vigilance, avec application draconienne des mesures de prévention et mesures barrières, qui demeurent l'un des facteurs essentiels aidant à la préservation de la société». Pour M. Derrar, le meilleur moyen d'aider les personnels de la santé, équipes médicales et paramédicales, ainsi que les laboratoires, tous en première ligne, réside en «l'application des mesures principales de lutte contre le virus, en vue d'assurer la poursuite de la mission de fournir des prestations de qualité en matière de santé».

M. D.

HAUSSE RECORD DES CAS DE COVID-19

240 nouveaux cas, 146 guérisons et 7 décès en 24h

Le nombre de cas de contamination en Algérie a dépassé pour la première fois depuis le début de la pandémie la barre des 200 cas quotidien. Hier, 240 nouveaux cas ont été recensés, 146 guérisons et 7 morts, portant le total des cas confirmés à 12 686, des guérisons à 9 066 et celui des décès à 885, a déclaré hier le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.



«Deux cent quarante nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 146 guérisons et sept décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie», a indiqué Pr Fourar. Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination au Covid-19 s'élève à 29.50 cas pour 100.000 habitants. Les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57.5% des cas de contamination au coronavirus et ceux âgées de plus de 60 ans représentent 29%. Le responsable a signalé que 24% des décès concernent des personnes âgées entre 25 et 60 ans tandis que 74% celles de plus de 60 ans. Il a aussi noté que 32 wilayas ont enregistré des taux inférieurs au taux national, tandis que 16 autres n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant la même période.
Il a également fait savoir que dix wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas les dernières 24 heures, tandis que 25 wilayas ont enregistré entre 1 et 5 cas, et 13 autres ont enregistré plus de six cas.
Les wilayas de Blida, Alger, Sétif, Oran et Constantine représentent à elles seules 42 % des cas de contamination et 46 % des décès enregistrés sur le territoire national. Concernant les patients sous traitement, PrFourar a souligné que leur nombre a atteint 29.832, précisant que 48 patients sont actuellement admis dans les unités de soins intensifs (45 la veille).
Enfin, Pr Fourar a rappelé l'impératif de faire preuve de prudence permanente en respectant strictement les conditions d'hygiène, la distanciation sociale, le confinement et le port obligatoire du masque en toutes circonstances pour endiguer la pandémie.
Dans le monde, le bilan du coronavirus ne cesse de s'alourdir avec près de dix millions de cas confirmés dont 5 .93.804 sont considérés aujourd'hui comme guéris et plus de 493.181 décès. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.
Les Etats-Unis demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 126.911 décès pour 2.511.784 cas. Au moins 1.052.529 personnes ont été déclarées guéries.
Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 54.971 morts pour 1.228.114 cas, le Royaume-Uni avec 43.230 morts (307.980 cas), l'Italie avec 34.678 morts (239.706 cas) et la France avec 29.752 morts (197.755 cas). La Chine a officiellement dénombré un total de 83.449 cas (19 nouveaux enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveaux), et 78.433 guérisons.
L'Europe totalisait hier 195.028 décès pour 2.603.552 cas, les Etats-Unis et le Canada 130.777 décès (2.501.065 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 105.753 décès (2.296.254 cas), l'Asie 31.827 décès (1.150.766 cas), le Moyen-Orient 14.722 décès (695.172 cas), l'Afrique 9.034 décès (348.202 cas), et l'Océanie 133 décès (9.038 cas).

Mohamed Mecelti

LA WILAYA A ENREGISTRÉ LE TAUX LE PLUS ÉLEVÉ DEPUIS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE

Sétif nouveau foyer de la covid-19

AVEC le taux de contamination le plus élevé jamais enregistré par une wilaya depuis le début de la pandémie, les autorités sanitaires de Sétif tirent la sonnette d'alarme. En effet, la capitale des Hauts plateaux a enregistré jeudi 55 nouveaux cas en 24 heures.
Une source médicale au sein du centre hospitalo-universitaire Saadna Abdennour a laissé entendre que les conclusions de l'équipe épidémiologique dépêchée la semaine dernière d'Alger pour enquêter sur les causes de la propagation de la maladie dans la wilaya ont révélé une incapacité criante des structures sanitaires notamment celles dites de proximité à suivre et à pister les cas avérés et surtout à mener des enquêtes épidémiologiques censée suivre toute nouvelle contamination.
Ce qui est désigné par le malade N. la même source précise que l'enquête devait prendre en charge «ce qui revient à pister tout l'entourage de nouveau patient déclaré ce qui peut toucher des dizaines de personnes proches du patient». Une opération qui aurait été négligée dans plusieurs cas et qui semble être à l'origine de la prolifération du mal au niveau de certains nouveaux foyers de la pandémie et ce dans plusieurs communes.
La commission dépêchée par les plus hautes autorités sanitaires du pays a par ailleurs constaté, à la suite de tournées effectuées dans plusieurs structures sanitaires de la wilaya, le manque de moyens de dépistage après la fermeture du seul laboratoire devant prendre en charge les prélèvements effectués sur des patients soupçonnés de porter le virus.
Les analyses étaient toutes prises en charge par le laboratoire de Constantine submergé par le grand nombre de demandes émanant de la quasi-totalité des wilayas de l'Est du pays, ce qui «prenait des fois une semaine pour obtenir des résultats, ce qui nous semble-t-il a contribué à cet état de fait», explique la même source, au moment où les hôpitaux de certaine ville à l'image d'El Eulma, Ain Oulmene Ain Kébira et Ain Azzel sont quasi-saturés et incapables de recevoir de nouveaux cas. Face à cette situation devenue préoccupante aussi bien pour les autorités que pour les habitants de la capitale des Hauts Plateau, une initiative collective prise par la chambre de Commerce et d'Industrie de Sétif avec des opérateurs locaux a permis de doter le centre hospitalo-universitaire Saadna Abdennour de moyen de dépistage.
L'on apprend ainsi de M. Saadi Refoufi, membre à la chambre que des hommes d'affaires et des opérateurs activant dans la région ont coordonné leurs efforts afin d'acquérir du nouveaux matériels de dépistage au profit de la structure hospitalière après la fermeture de l'ancien laboratoire faute de kits de dépistage.
Le nouveau laboratoire peut prendre en charge chaque heure une cinquantaine de prélèvements de patient suspectés infectés par le sras-cov-2.
La wilaya de Sétif a dépassé jeudi la barre symbolique des mille cas, la wilaya occupe actuellement la troisième place au niveau nationale avec 1013 cas devancée par la capitale avec 1365 cas et Blida en tête avec 1527 contaminations.

Amine B.

LUTTE ANTITERRORISTE

Le Département d'État américain salue les efforts de l'ANP

Le terrorisme serait anéanti en Algérie selon un rapport du Département d'État américain sur la lutte contre le terrorisme dans le monde. Le rapport, rendu public, jeudi indique que les groupes terroristes dans la région sont dans l'incapacité d'opérer en Algérie grâce aux efforts menés par l'Armée nationale populaire (ANP) et les forces de sécurité, ayant conduit à l'anéantissement de leurs capacités de nuisance.



«L'Algérie a poursuivi ses efforts importants pour prévenir les activités terroristes à l'intérieur de ses frontières», relève le département de Mike Pompeo.
Les organisations terroristes, qui continuent à opérer dans la région, n'ont pas mené d'attaques en Algérie en 2019, souligne le rapport. Se référant aux constats établis par des analystes spécialisés en sécurité, le département d'État précise que «le rythme régulier des
opérations de balayage (menées par l'ANP) a réduit considérablement les capacités des groupes terroristes à opérer en Algérie «.
Plus affirmative, la diplomatie américaine estime que l'Algérie demeure «un environnement opérationnel difficile» pour les groupes extrémistes armés dans la région. Le département d'Etat précise que l'Algérie et les Etats-Unis continuent de bâtir et de renforcer leur partenariat en matière de contre-terrorisme grâce à «un dialogue régulier et à l'échange d'expertise technique».
En parallèle, et durant la période couverte par le rapport, le gouvernement algérien a maintenu une politique stricte qui exclut toute concession aux groupes terroristes qui détiennent des otages, indique, par ailleurs, la même source.
Par ailleurs, le rapport note que «l'activité terroriste en Libye, au Mali, au Niger et en Tunisie ainsi que le trafic d'êtres humains, d'armes et de stupéfiants ont contribué à la menace globale, en particulier dans les régions frontalières». En 2019, «la sécurité des frontières est restée une priorité absolue», met en avant ce document produit par le bureau du contreterrorisme du département d'Etat pour le Congrès. Le rapport fait état de la poursuite de la coopération entre l'Algérie et la Tunisie dans l'antiterrorisme, soulignant qu'actuellement tous les postes frontaliers en Algérie ont accès aux bases de données d'Interpol.
Au plan de la coopération, l'Algérie a continué en 2019 de soutenir les efforts du contre-terrorisme au niveau régional et international. En tant que coprésident du groupe de travail sur le renforcement des capacités de la région Afrique de l'Ouest du GCTF, l'Algérie a participé aux réunions conjointes de ce groupe et «assumé un rôle de leadership au sein d'Afripol». Au cours de la période sous revue, l'Algérie a «poursuivi son engagement diplomatique» en faveur de la paix et de la sécurité régionales. Elle a présidé le comité de mise en œuvre de l'accord de paix au Mali et a continué de soutenir le processus politique de l'ONU en Libye, énumère le département d'État qui ne manque pas de rappeler la participation de l'Algérie aux divers forums sahélo-sahariens pour discuter des politiques de développement, de sécurité et de l'évolution du terrorisme dans la région.
Le département d'Etat met aussi en exergue l'approche algérienne pour contrer l'extrémisme violent qui inclut des programmes de réhabilitation et d'intégration, y compris pour les terroristes repentis.
Il fait état des actions menées dans le cadre de cette approche inclusive telle que la dépolitisation des mosquées, la réaffirmation de la tradition sunnite qui promeut la tolérance et la paix et le renforcement du rôle des «Mourchidates» dans la prévention de l'extrémisme violent.
Pour rappel, l'année 2019 s'est distinguée par de grands résultats, en matière de lutte antiterroriste et la criminalité organisée pour l'ANP, et ce par la neutralisation et l'arrestation d'un nombre important de terroristes, le démantèlement de plusieurs réseaux de soutien et la destruction d'un grand nombre de casemates et d'abris servant de refuges aux groupes terroristes. Les différentes opérations menées par les unités de l'ANP ont permis l'élimination de 15 terroristes et l'arrestation de 25 autres, la reddition de 44 terroristes ainsi que l'arrestation de 245 éléments de soutien aux groupes terroristes.

Nassim Mecheri

PROCÈS D'ALI HADDAD

Le procureur requiert 18 ans de prison

LE PROCUREUR de la République près le tribunal de Sidi M'Hamed a dressé, mercredi tard dans la soirée un dur réquisitoire contre le patron de l'ETRHB, Ali Haddad, les deux ex-Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal et 10 autres ex-ministres impliqués dans des affaires à caractère pénal. Le procureur de la République a indiqué que : «Les mis en cause sont inculpés dans une grande affaire. C'est un grand dossier qui rentre dans le cadre de la lutte contre la malversation et la corruption et dans lequel est poursuivi Ali Haddad». Le procureur de la République qui a requis 18 ans contre l'homme d'affaires Ali Haddad a estimé que ce dernier est à l'origine des carences et anomalies enregistrés dans le secteur des travaux publics. Parmi les accusés figurent les deux anciens Premiers ministres,
Le procureur a signalé que : «Ali Haddad possède 45 sociétés et 10 autres au nom de son frère Omar, dit Rebbouh. Ses frères sont membres dans les conseils d'administration de 5 autres sociétés, selon les registres de commerce.»
Selon le procureur : «Ali Haddad a obtenu 214 marchés publics d'un montant de plus de 78.000 milliards de centimes dans tous les secteurs. «C'est hallucinant !» clame haut et fort le représentant du ministère public. Le procureur a indiqué que : «Ouyahia et Sellal intervenaient à chaque blocage en faveur de l'homme d'affaires Ali Haddad , en violation de la réglementation».
Dans le même contexte, le procureur a précisé que ; «Ouyahia a donné une instruction référentielle pour l'octroi des marchés de gré à gré et les deux anciens ministres de l'Industrie, Youcef Yousfi et Bedda Mahdjoub, ont signé des décisions techniques au profit de Haddad», alors que les projets n'avaient pas vu le jour».
Le procureur a affirmé que : «Ali Haddad l'utilisait pour bénéficier des marchés car elle détenait un certificat de qualification. Une fois, elle obtient le marché, cette société se retire et le contrat avec l'ETRHB est résilié. C'est un partenariat de façade. Pourquoi cette société n'a-t-elle pas été blacklistée par les autorités ? Haddad l'utilisait comme atout pour lui accorder le marché et ne pas aller à l'arbitrage international», insiste le magistrat avant de s'interroger : «Cette société n'était-elle pas une couverture pour le transfert illégal de fonds vers l'étranger ?». Il a ajouté que «Haddad a reconnu l'achat d'un hôtel à Barcelone à 54 millions d'euros. Aujourd'hui, sa valeur dépasse 200 millions d'euros. Il a déclaré devant le tribunal qu'il n'a pas transféré l'argent à l'étranger, alors qu'elle est la source de cette acquisition?».Le parquet a également relevé les délits commis par Abdellah Ben Mansour et Mohamed Salamani, respectivement ex-walis d'El Bayadh et d'Annaba ayant accordé illégalement des assiettes foncières à caractère agricole à Ali Haddad. «Les accusés ont violé les lois. Dans ce dossier, on parle de milliers de millions dilapidés par les frères Haddad dans des projets qui enregistrent de grands retards alors que d'autres n'ont pas été lancés», Il évoque également le financement occulte de partis lors de la campagne présidentielle de 2019. «Ali Haddad était chargé de la collecte des contributions des hommes d'affaires d'un montant dépassant 75 millions de DA» au profit des partis de l'alliance présidentielle. Le procureur a requis 15 de prison ferme assortie d'une amende de 2 millions de DA contre Sellal et Ouyahia.
Le représentant du ministère public a demandé 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA contre l'ancien ministre des Transports, Amar Ghoul.
Une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA est requise contre l'ancien ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi. Il a par ailleurs requis 8 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA contre les anciens ministres Amara Benyounès, Abdelghani Zaâlane, Bedda Mahdjoub, Boujemaa Talaï et Youcef Yousfi. Ces derniers sont tous incarcérés sur instruction et ordonnance du conseiller rapporteur de la Cour Suprême.
Le parquet a requis 7 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA contre les deux anciens walis d'El Bayadh et d'Annaba, Abdellah Ben Mansour et Mohamed Salamani. De lourdes peines ont été également requises contre les frères Haddad. Le parquet a réclamé 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de DA contre Ali Haddad, 12 ans de prison ferme et une amende de 8 millions de DA contre Omar, dit Rebouh, et une peine de 10 ans de prison ferme assortie de 8 millions de DA contre Meziane, Sofiane, Mohand et Amer Haddad.
En outre, des peines de 5 ans de prison ferme assorties d'amendes de 500.000 DA sont requises contre des accusés non détenus parmi eux d'anciens directeurs des ports de Djen Djen, Bejaia, Mostaganem et l'ancien directeur de la Jeunesse et des Sports de Tizi-Ouzou.
Le parquet a également requis une amende de 32 millions de DA contre les sociétés appartenant à la famille Haddad et la confiscation des biens. Une peine de 20 ans de prison ferme par défaut et un mandat d'arrêt international a été requise contre Abdesselam Bouchouareb, ex-ministre de l'Industrie.Il convient de signaler que le représentant du Trésor public, qui s'est constitué partie civile, a réclamé des dommages et intérêts de 1.000 milliards DA pour chaque accusé dans cette affaire.

Redouane Hannachi

TOURISME

Asseoir des passerelles de concertation pour atténuer les séquelles du Covid-19

LE MINISTRE du Tourisme, de l'artisanat et du travail Familial, Hamid Hamidou, a mis en avant avant-hier à Alger l'importance d'asseoir des passerelles de communication et de concertation entre les différents acteurs pour atténuer les séquelles du nouveau coronavirus (Covid-19) sur le secteur du tourisme en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. «La promotion de la destination Algérie au rang des destinations touristiques internationales requière une plus grande libération des initiatives et l'innovation», a affirmé le ministre lors d'une conférence en visioconférence, sur «La promotion du tourisme intérieur à travers la valorisation du patrimoine et des circuits locaux». Il a estimé, à ce propos, que la prochaine étape exige «la conjugaison de tous les efforts en vue de s'adapter aux nouveautés économiques et touristique». Saluant «le sens de responsabilité des opérateurs qui, en dépit des difficulté de l'heure, ont affiché leur pleine disponibilité à contribuer à la relance de l'activité touristique», le ministre s'est dit disposé à «coopérer avec tous, à écouter toutes les propositions et à prendre en considération l'ensemble des initiatives en vue de leur cristallisation en plans d'action au service du développement du tourisme en Algérie, et partant renforcer leur rôle dans le soutien au développement socio-économique. Organisée à l'occasion de la Journée nationale du Tourisme, célébrée le 25 juin de chaque année, cette conférence a vu la participation de nombre d'acteurs activant dans le secteur touristique, des représentants de plusieurs ministères, des directeurs du Tourisme et de l'artisanat, des représentants de divers fédérations et syndicats du secteur, des représentants des agences de tourisme et de voyages et des enseignants en formation touristique.

M. B.

COMMERCE

Création d'une cellule d'écoute au profit des exportateurs

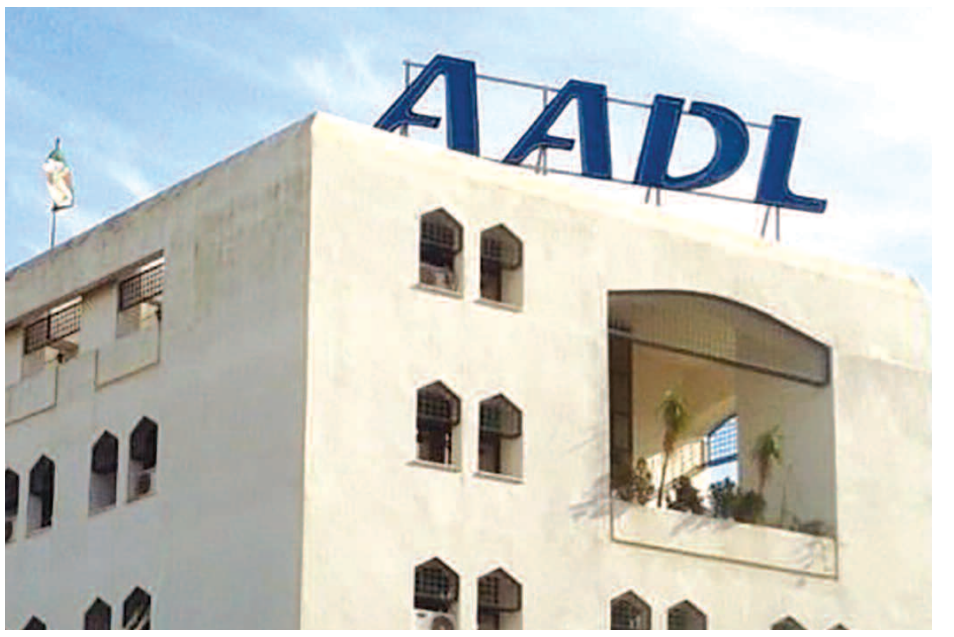
LE MINISTÈRE du Commerce a mis en place une cellule d'écoute présidée par le ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkaï, chargée de suivre les opérations d'export et prendre en charge les préoccupations des opérateurs, a indiqué le ministère dans un communiqué. Créée au niveau du siège du ministre sur instruction du ministre du Commerce, Kamel Rezig, cette cellule a pour missions principales le suivi des opérations d'export et la prise en charge des entraves auxquels sont confrontés les opérateurs algériens activant dans ce domaine tout en proposant des solutions appropriées. La cellule en question vise également le rapprochement entre l'administration et les exportateurs en accompagnant ces deniers dans la commercialisation de leurs produits à l'étranger et, partant, hisser le volume des exportations hors-hydrocarbures. Les services du département du Commerce ont mis à la disposition des opérateurs économiques son site électronique www.algex.dz/CNCPE pour recevoir toute préoccupation et/ou questionnement, a conclu le communiqué.

H. B.

AADL

Choix des sites pour 40 000 souscripteurs

Les souscripteurs du programme AADL qui n'ont pas cessé de réclamer le choix de leurs sites depuis plus d'une année vont enfin pouvoir franchir cette étape «cruciale» dans l'acquisition d'un logement. Un soulagement ressenti suite à l'annonce du lancement d'une nouvelle opération de choix des sites dans les jours qui viennent au profit d'environ 40 000 souscripteurs au programme location-vente à l'échelle nationale dont 20 000 à Alger.



C'est en marge d'une séance de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales que le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri a annoncé avant-hier le lancement de cette opération de choix des sites, précisant qu'elle intervient après que l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) ait pu obtenir de nouvelle assiettes pour parachever son programme de logement.

D'autres opérations de choix des sites seront programmées, affirme-t-il, en fonction de la disponibilité du foncier. Concernant la procédure y afférente, M Nasri a expliqué qu'elles s'effectueront via le site web de l'AADL pour les souscripteurs ayant versé la première tranche.

Pour ce qui est de la remise des attestations d'affectation, entamée mi-juin courant, M. Nasri a affirmé qu'elle se poursuivait normalement en dépit de l'enregistrement de plusieurs réserves par les souscripteurs concernés. Il a fait état dans ce cadre de fermes instructions données à l'Agence AADL quant au traitement de ces réserves pour un meilleur déroulement de l'opération.

A propos de la relance des travaux au niveau des différents chantiers, le ministre a mis l'accent sur l'impératif du respect des mesures de prévention contre le Covid-19, pour pouvoir, a-t-il dit, «relever ce défi et rattraper le grand retard accusé par un arrêt des projets pour plusieurs mois».

«J'appelle les travailleurs du secteur et l'ensemble des algériens au respect des mesures préventives, devenues désormais plus que nécessaires. Nous devons nous unir contre la propagation du virus afin de pouvoir relancer les projets à l'arrêt et lancer de nouveaux projets au profit du citoyen qui est conscient que l'habitat figure au cœur des préoccupations de son gouvernement», a-t-il déclaré.

Les entreprises sont appelées, souligne-t-il, à rattraper le retard accusé durant le confinement, non sans affirmer que les services du ministère étaient mobilisés sur le terrain mais la réalisation de cet objectif reste tributaire du respect des mesures de prévention.

Par ailleurs, le directeur général de l'Agence AADL, Tarek Belaribi avait instruit la semaine derrière ses services en vue d'accélérer la cadence des travaux au niveau des chantiers pour rattraper le retard constaté et ce lorsque la situation sanitaire le permettrai.

Le DG de l'AADL avait insisté lors de ses sorties sur «l'impératif de respecter les normes de construction ainsi que les délais impartis de réalisation comme précisé dans les cahiers des charges, mettant en garde contre toute contravention concernant les contrats conclus avec les différents entrepreneurs».

Le même responsable durcit le ton en menaçant des entreprises réalisatrices de l'annulation des contrats conclus en cas de transgression des closes définissant les normes requises de construction.

Lors d'une visite effectuée début juin à Bejaia, M Belaribi avait donné des instructions visant à lever tous les obstacles auxquels font face les bureaux d'études en matière de travaux d'aménagement extérieur des projets AADL.

En tous cas, il semble que le département de Nasri est décidé de faire avancer le programme AADL 2 qui a connu des retards répétitifs depuis son lancement en 2013.

Cela d'autant que les vagues de protestation des souscripteurs se sont multipliées depuis 2018, que ce soit pour réclamer leurs attestations d'affectation ou le choix de leurs sites.

Rappelons que la dernière protestation a eu lieu mardi dernier lorsque des dizaines de souscripteurs ont observé un rassemblement à Alger revendiquant pour la énième fois l'accès au choix des sites.

Aziza Mehdid

ENERGIES RENOUVELABLES

Création d'une école supérieure

LES AUTORITÉS sont résolues à mener la transition énergétique. Après avoir créé un ministère dédié à la transition énergétique et aux énergies renouvelables, confié à celui qui a toujours plaidé pour le développement des énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour, l'on se penche sur la formation. Une école supérieure des énergies renouvelables est créée. Le secteur des Energies renouvelables (ENR) est désormais doté d'une école nationale supérieure qui assurera la formation dans les domaines des ENR, l'environnement et le développement durable. Publié dans le journal officiel, le décret exécutif annonce la création de cette école dénommée : Ecole nationale supérieure des énergies renouvelables, environnement et développement durable. Le siège de l'école, fixé à Batna, peut être transféré en tout autre lieu du territoire national par décret exécutif pris sur rapport du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Placée sous tutelle du ministre chargé de l'Enseignement supérieur, cette école a pour mission d'assurer la formation supérieure, la recherche scientifique et le développement technologique dans les domaines et les filières des énergies renouvelables, environnement et développement durable, notamment, le génie électrique et les réseaux intelligents, la métrologie, les énergies nouvelles et renouvelables, l'environnement, la santé publique et l'économie verte.

Plusieurs départements ministériels seront représentés dans le conseil d'administration de cette école. Il s'agit du ministère de la Défense nationale, des Affaires étrangères, de l'Energie, de l'Intérieur, collectivités locales et aménagement du territoire ainsi que du ministère de l'Industrie, de l'Environnement et les Energies renouvelables. Il est composé aussi du commissaire aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, du directeur du centre de développement des énergies renouvelables en plus de deux représentants des entreprises publiques économiques et/ou privées. Il y a lieu de rappeler que l'Algérie dispose d'un programme de développement des énergies renouvelables. A travers ce programme, le pays envisage de produire 16.000 MW électricité à l'horizon 2035, dont 4.000 MW d'ici à 2024.

Ainsi, la transition énergétique constituera un levier du développement, vues les potentialités que recèle le pays en termes de ressources d'énergies renouvelables. En plus d'être une opportunité, la transition énergétique est une nécessité pour le pays, pour sortir notamment de l' «addiction» aux énergies fossiles comme le pétrole dont les prix sont connus pour leur fluctuation, avec ce que ça engendre comme impact négatifs sur l'économie du pays.

Lilia Ait Akli

TREIZE INDIVIDUS ARRÊTÉS PAR LES GENDARMES D'ALGER

Grand cambriolage et des milliards volés à Birtouta

Treize individus auteurs d'un grand cambriolage commis le 2 mai dernier contre une société privée sise à la localité de Chaâibia (commune de Birtouta), d'où ils ont réussi de s'emparer de plusieurs coffre-fort contenant des dizaines de milliards de centimes et une importante sommes d'argent en monnaies étrangères, viennent d'être arrêtés et écroués suite à une enquête de 50 jours menée par les gendarmes de plusieurs brigades territoriales d'Alger.

C'est ce qu'a annoncé avant-hier un communiquée de la Gendarmerie nationale. Selon le même communiqué, il s'agit de l'un des plus grands cambriolages commis durant ces dernières années car, non seulement la somme d'argent volée est considérable mais également le mode opératoire des assaillants était très professionnel.

Tout a commencé durant le début du mois de mai passé, plus exactement le 2 mai 2020, le jour où la brigade territoriale de Chaâibia avait reçu un appel téléphonique sur son numéro vert de deux personnes, le premier un chauffeur et le second un agent de sécurité, où ils ont alerté les gendarmes sur un grand cambriolage commis par cinq individus encagoulés visant une société privée dont ils sont employés, rapporte le communiquée de la Gendarmerie nationale.

En se déplaçant rapidement au siège de la société visitée, les gendarmes se sont rendus sur la scène de crime où ils ont constaté un grand vol de plusieurs coffre-fort contenant des dizaines de milliards de centimes commis par des assaillants au nombre déterminée mais non-identifiés.



L'enquête qui a duré cinquante jours et qui a vu la participation de nombreux gendarmes issus de plusieurs brigades territoriales relevant de la Gendarmerie nationale d'Alger appuyé par les gendarmes experts de l'Institut nationale de la Criminologie et de Criminalistique (INCC) de la Gendarmerie nationale de Bouchaoui, a permis d'identifier les auteurs (Un après l'autre) suite à un long travail d'investigation scientifique et criminalistique et qui s'est soldée par l'arrestation de 13 cambrioleurs tandis qu'un autre, le dernier du groupe, est en fuite actuellement, souligne la Gendarmerie nationale. Les investigations menées par les gendarmes ont permis surtout de savoir que les membres du groupe criminel ont mené l'opération de manière précise et étudiée, ce qui indique leur expérience et leur expertise dans les vols.

Ils ont pris d'assaut l'usine en escaladant le mur extérieur à l'aide de cordes, puis ont cassé les portes, par la suite ils ont cassé les portes, aux armoires en acier blindé qu'ils ont ouvertes, à l'aide de coupeurs électriques et de grattoirs à clous, et ont pillé l'argent stocké à l'intérieur, comme ils l'ont embarqué dans le bus appartenant à la société pour transporter les travailleurs et se sont enfuis vers une destination inconnue.

Par ailleurs, cette opération a permis de récupérer 32 milliards de centimes et 633 millions de centimes, 39 000 dollars et plus de 8000 euros, 11 voitures, une grosse moto, deux coffre-fort, des armes blanches ainsi qu'un important lot utilisé par les assaillants dans le cadre de leurs activités criminelles, a précisé la Gendarmerie nationale à travers son communiqué.

Sofiane Abi

CONVOCATION DE MOHSEN BELABBES PAR LA GENDARMERIE

Le Parquet d'Alger fournit des explications

LE PARQUET général de la Cour d'Alger s'est expliqué dans un communiqué adressé à la presse, sur la convocation du président du parti du RCD, Mohsen Belabbas, par la gendarmerie nationale. Le Parquet général d'Alger indique que l'affaire entre dans le cadre d'«enquêtes sur une affaire de droit public».

L'affaire dans laquelle sera entendu demain le président du RCD est «liée au décès d'un étranger qui travaillait sur le chantier d'une résidence privée du concerné, qu'il n'a pas d'ailleurs signalé. L'enquête préliminaire a montré que le travailleur décédé n'avait pas de permis de travail pour travailler en Algérie», indique le communiqué. Le même communiqué précis que «cette résidence a été construite sans le respect des règles d'urbanisme».

«Eu égard aux fausses informations qui ont été diffusées concernant les convocations adressées à Monsieur Mohsen Belabbas, le parquet général de la Cour d'Alger et afin d'informer l'opinion publique, apporte ces clarifications : les convocations adressées à Mohsen Belabbas par les services de la gendarmerie nationale entrent dans le cadre d'enquêtes sur une affaire de droit public», explique le communiqué. Mohsen Belabbas ne s'est pas exprimé sur les motifs de sa convocation.

Notons que le président du RCD avait annoncé lui-même, jeudi dernier, sa convocation par la gendarmerie. M. Belabbas n'a pas précisé les motifs de la convocation, mais a dénoncé des pressions contre son parti.

Dans une publication postée dans la soirée de jeudi sur sa page officielle Facebook, Mohsen Belabbas a démenti les informations ayant circulé sur son audition par les éléments de la gendarmerie de Bab Jdid. Il a révélé, par ailleurs, que «deux gendarmes s'étaient présentés à son domicile pour lui demander de ne pas se présenter hier (vendredi) à la brigade. Ils lui ont demandé d'attendre jusqu'à dimanche».

Il explique qu'il avait demandé aux deux agents une convocation officielle. «Leur réponse était qu'ils n'avaient pas de convocation et qu'il serait impossible pour eux de m'auditionner demain (ndlr, vendredi) pour des circonstances urgentes», ajoute-t-il.

Redouane Hannachi

ACTIVEMENT RECHERCHÉ À AZAZGA

Le gang du hold-up de la BADR arrêté

COMME il était prévisible, les trois bandits qui se sont attaqué à a BADR d'Azazga avec l'intention de la dévaliser au cours de la journée de mercredi, en plein milieu de l'après-midi, ont été arrêtés le jour même en début de soirée par la police aux abords de la limite territoriale de la commune de Fréha du côté Est de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Ces trois bandits, de toute évidence sont des amateurs en matière d'attaque de banque, sont originaires d'Azazga. Leur âge se situe entre 21 et 25 ans. Nous devons rappeler que cette tentative de hold-up de la banque a été traduite par un échec après que les trois bandits, armés et cagoulés, une fois dans l'enceinte de la banque ont essuyé des tirs à l'arme automatique des agents de sécurité de l'institution financière.

Devant cette résistance farouche et inattendue des vaillants agents de sécurité de la BADR, les trois hors-la-loi ont été contraints à la retraite, et ce en tentant une fuite à bord de leur voiture (probablement volée), une Peugeot 306. Ils ont essayé de prendre la direction menant vers Yakouren. Toutefois, en constatant que toutes voies été bloquées par les éléments de la police nationale après qu'ils furent alertés de la tentative du hold-up de la banque, les trois bandits ont fini par abandonner leur voiture pour continuer leur fuite à pied, mais cette fois-ci en suivant une piste piétonnière menant vers Fréha.

Là encore, les policiers ont été informés de la direction prise par les fugitifs d'où le quadrillage de toute la zone se situant entre Azazga et Fréha. Ce fut alors le début d'une vaste et minutieuse opération de recherche laquelle fut traduite quelques heures plus tard par un succès. L'intérêt des enquêteurs porte maintenant sur la provenance des armes des trois hors-la-loi.

Said T.



ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE MATOUB

Commémoration de sa disparition à Tizi Ouzou

A L'OCCASION de la commémoration de la vingt-deuxième année de la disparition tragique de chanteur Matoub Lounes, son village natal, Taourirt-Moussa, commune d'Ath-Douala, a été, jeudi dernier, le lieu d'un grand pèlerinage. Les fans de feu Lounès Matoub, étaient des milliers à faire le déplacement jusqu'à Taourirt-Moussa pour se recueillir sur sa tombe.

La cérémonie de recueillement s'est traduite par le dépôt de gerbes de fleurs sur son tombeau et l'observation d'une minute de silence. La maison du défunt, une grande et superbe villa avec jardin, à présent transformée en musée, a fait l'objet d'une visite par les nombreux pèlerins. Au niveau du chef-lieu de wilaya, plus exactement au musée du centre-ville, c'est un meeting qui fut organisé par les fans du Rebelle. Et à cette occasion, nombreux parmi ceux ont pris la parole à exprimer leur vœu de voir le stade 50.000 places de Boukhalfa baptiser au nom de feu Lounès Matoub.

S. T.

Une place de Sidi-Aïch baptisée au nom du chanteur

LA PLACE des trois horloges de la ville de Sidi-Aïch a été baptisée hier par des citoyens au nom de Matoub Lounès, à l'occasion du 22ème anniversaire de son assassinat qui coïncide avec le 25 juin. Un rassemblement a eu lieu sur place et la commémoration de l'assassinat du défunt a été marquée par des tirs de feux d'artifice. Des hommages ont aussi été rendus à feu Matoub un peu partout dans la wilaya. A Akbou, plus précisément, à la place Colonel Amirouche, à proximité de l'hôtel de ville, des jeunes artistes de la localité ont réalisé, bénévolement, une fresque murale en hommage à Matoub, aux trois jeunes assassinés lors des évènements de Kabylie qui avaient éclaté juste après son assassinat et un hommage aussi à tous les martyres de la démocratie, selon les initiateurs. Des portraits des jeunes assassinés lors de ces évènements tels que Redouane Salhi, Hamza Ouali et Rachid Aït Idir ont été dessinés. Un rassemblement citoyen a eu lieu sur place et au cours duquel les animateurs ont pris la parole pour retracer l'œuvre du Rebel et de son combat et pour l'Identité et la démocratie. Au village Ath Aïssa, commune d'Aokas, des citoyens se sont attelés depuis plusieurs jours à préparer un hommage à commémorer l'assassinat de Matoub Lounès. Jeudi soir des bougies ont été allumées en son hommage. Un gala artistique auquel ont été convoqués des artistes de la région et une et exposition ont été animés pour rendre hommage au chantre de l'Amazighité. Les festivités ont été clôturées par un diner traditionnel en faveur des convives d'autres activités ont été dispensées un peu partout surtout à l'est de la wilaya comme à Tamridjt, au village Iaârache ou une stèle a été érigée aussi en hommage à Matoub Lounès, entres autres.

N. B.

YÉMEN

Des millions d'enfants sont au bord de la famine

Le nombre d'enfants mal nourris pourrait atteindre 2,4 millions d'ici la fin de l'année, soit une hausse de 20%. Face à l'urgence, l'Unicef réclame une aide de 461 millions de dollars (près de 411 millions d'euros) pour son action humanitaire au Yémen et 53 millions de dollars (plus de 47 millions d'euros) supplémentaires pour lutter contre la Covid-19 dans ce pays.

Des millions d'enfants au Yémen risquent de se retrouver « au bord de la famine » en raison du manque d'aide dans le pays en guerre, où l'épidémie de Covid-19 se propage, a indiqué vendredi l'Unicef.

Déclenché il y a plus de cinq ans, le conflit oppose le pouvoir, appuyé par l'Arabie saoudite, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran. Pour l'ONU, la crise humanitaire dans ce pays pauvre de la péninsule arabique, est la pire au monde.

« Des millions d'enfants au Yémen risquent de se retrouver au bord de la famine à cause de l'énorme manque de financement de l'aide humanitaire en pleine pandémie », a déclaré le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) dans un rapport.

Le nombre d'enfants mal nourris pourrait atteindre 2,4 millions d'ici la fin de l'année, soit une hausse de 20%. Dans le même temps, le taux de mortalité parmi les enfants de moins de cinq ans pour des « causes évitables » pourrait aussi augmenter.



En l'absence d'une intervention d'urgence, « la communauté internationale enverra un message signifiant que la vie des enfants dans une nation dévastée par les conflits, les maladies et l'effondrement économique, n'a tout simplement pas d'importance », a regretté Sara Beysolow Nyanti, représentante de l'Unicef au Yémen.

L'organisation a réclamé une aide de 461 millions de dollars (près de 411 millions d'euros) pour son action humanitaire au Yémen et 53 millions de dollars (plus de 47 millions d'euros) supplémentaires pour lutter contre le Covid-19 dans ce pays.

Réduction des programmes sur le terrain

Malgré l'urgence, seuls 39% du premier montant et 10% du second ont été récoltés à ce jour, selon l'Unicef qui pousse la sonnette d'alarme sur la réduction de ses programmes sur le terrain. Par ailleurs, trois millions d'enfants et leurs proches pourraient ne plus avoir accès à l'eau au Yémen, un pays aux infrastructures et au système de santé déjà dévastés par le conflit, selon l'Unicef. Plus tôt en juin, l'ONU n'a pu lever que 1,35 milliard de dollars d'aide humanitaire pour le Yémen lors d'une conférence de donateurs virtuelle, loin des 2,41 milliards de dollars escomptées. La guerre au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, la plupart des civils, selon les organisations humanitaires. Plus de trois millions de civils vivent dans des camps de déplacés.

R. I.

ÉTATS-UNIS

Dr Fauci : «L'approche actuelle contre le virus ne marche pas»

ALORS que les États-Unis connaissent un important rebond du nombre de cas de coronavirus, le directeur de l'Institut des maladies infectieuses, Anthony Fauci a reconnu ce vendredi 26 juin 2020 que le pays devrait changer de stratégie face au virus.

Le docteur américain Anthony Fauci, expert des maladies infectieuses, a admis dans une interview au Washington Post publiée ce vendredi 26 juin que les États-Unis devraient changer d'approche pour endiguer la pandémie de Covid-19, en pleine résurgence dans une vaste partie du pays.

Il y a quelque chose qui ne marche pas, a dit le directeur de l'Institut des maladies infectieuses, et membre de la cellule de crise de la Maison Blanche sur le coronavirus. On pourra faire autant de tableaux qu'on veut, il restera toujours que ça ne fonctionne pas. Les États-Unis font de plus en plus de tests (plus de 640 000 en une journée rapportés jeudi, selon le Covid Tracking Project) mais le nombre de cas confirmés augmente à un rythme encore plus élevé depuis quelques semaines. Californie, Arizona, Texas et Floride, des États très peuplés, sont au cœur de ce rebond.

LANCER DES DÉPISTAGES DE GROUPE

Il faut qu'on trouve la pénétration des infections dans notre société, a dit Anthony Fauci. La seule façon d'y parvenir est de ratisser large.

Une idée envisagée est de lancer des dépistages de groupe, selon lui : les échantillons d'un groupe de personnes seraient mélangés et testés en une seule fois, ce qui économiserait des moyens pour les groupes sans individu contaminé. En cas de résultat positif, chaque membre du groupe serait testé individuellement.

Entre 5 et 8 % des Américains ont été contaminés depuis le début de la pandémie, selon le directeur des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), ce qui laisse entre 92 et 95 % de la population encore susceptible d'être infectée.

Or dans de nombreux États, le déconfinement s'est fait sans l'adoption par les populations des mesures barrières. L'usage du masque, par exemple, est rare dans le Sud et dans l'Ouest, mais de plus en plus de juridictions envisagent désormais de le rendre obligatoire pour tenter d'endiguer les contagions.

Pour la première fois depuis fin avril, la cellule de crise présidentielle sur le virus fera une conférence de presse vendredi à la Maison Blanche, à 16 h 30 GMT.

R. I.

TURQUIE

Prison à vie pour 121 suspects en lien avec le coup d'État manqué

UN TRIBUNAL turc a condamné vendredi à la prison à vie un total de 121 personnes à l'issue d'un procès en lien avec le putsch manqué de 2016, qui a été suivi de purges d'une ampleur sans précédent, ont rapporté les médias. Parmi les 121 condamnés, 86 ont écopé de peines de prison à vie « aggravées » à l'issue de leur procès, connu en Turquie comme « le procès du Commandement général de la Gendarmerie », a indiqué l'agence étatique Anadolu.

Les condamnés ont été reconnus coupables de « tentative de renversement de l'ordre constitutionnel ». Au total 245 personnes étaient jugées dans le cadre de ce procès. La peine de prison à vie « aggravée », qui comporte des conditions de détention plus strictes, a remplacé dans l'arsenal juridique turc la peine de mort abolie en 2004. Après une interruption en raison du coronavirus, les audiences des tribunaux ont repris en juin en Turquie, notamment le principal procès du putsch manqué axé sur les événements qui s'étaient déroulés le 15 juillet 2016 au soir dans la base aérienne d'Akinci à Ankara, considérée comme le QG des meneurs du putsch. La tentative de coup d'Etat contre le président Recep Tayyip Erdogan a fait près de 250 morts, sans compter les putschistes, et des milliers de blessés. Ankara impute cette tentative de renverser le président Erdogan à son ancien allié, le prédicateur Fethullah Gülen, installé aux Etats-Unis depuis une vingtaine d'années. L'intéressé, dont Ankara n'a de cesse de demander l'extradition, dément tout rôle dans le putsch manqué. Les procédures judiciaires lancées après ce coup de force avorté sont d'une ampleur sans précédent en Turquie. Plus de 55.000 personnes ont été arrêtées lors des purges engagées après le 15 juillet.

R. I.

IMPACT DU COVID-19 SUR LE TOURISME

La pandémie coutera jusqu'à 2 millions d'emplois en Afrique

LE SECTEUR du tourisme a été pris de plein fouet par la pandémie de Covid-19 qui coûtera jusqu'à deux millions d'emplois directs et indirects sur le continent africain et a déjà engendré des pertes en revenus annuels à des destinations touristiques en Europe, selon des chiffres officiels.

Les Nations unies estiment que la pandémie de Covid-19 coûtera jusqu'à 2 millions d'emplois directs et indirects dans le secteur du tourisme sur le continent africain, de nombreux pays faisant état d'une forte perte de recettes globales, la plupart d'entre eux dépendant fortement des voyageurs internationaux.

Le tourisme devrait accuser une perte de 75% en 2020, selon la Fédération régionale des entreprises du voyage.Des destinations populaires comme l'Afrique du Sud ont choisi de repousser leur date de réouverture au début de l'année 2021.

«En Afrique du Sud, on s'attend à ce que le tourisme intérieur et les voyages d'affaires soient les principaux moteurs de la reprise, suivis par les voyages régionaux et internationaux (long-courriers)», selon le ministère du tourisme.

Des pays tels que l'Ouganda, l'île Maurice et les Seychelles ont également annoncé qu'ils n'ouvriraient pas encore, tandis que d'autres, comme le Maroc et la Tunisie, ont déclaré qu'ils rouvriraient leurs portes aux voyageurs internationaux en juillet.

Le tourisme tunisien, à titre d'exemple, a été «lourdement» impacté par la crise du coronavirus. Le ministre du tourisme et de l'artisanat s'attend à 6 milliards de dinars de pertes et confirme que l'impact de l'épidémie de coronavirus s'annonce très sévère.

En baisse de 27% à la daté du 10 mai 2020, de 36 % à fin mai et de 38% à la date du 10 juin, les recettes touristiques poursuivent leur régression sous l'effet de la crise du coronavirus, selon les données mises à jour par la Banque Centrale de Tunisie (BCT), publiées le 24 juin.

Les recettes touristiques ont chuté de 43%, à la date du 20 juin 2020, par rapport à la même période de l'année dernière. Elles sont estimées à 1 milliard de dinars, selon les plus récents indicateurs monétaires et financiers de la BCT.

Au Maroc voisin, le secteur du tourisme risque de perdre 80 milliards de DH de recettes en devises. Et certains professionnels, cités par des médias locaux, craignent que la saison ne soit déjà compromise.

En Europe, les prévisions pour la France, du président de la Fédération régionale des entreprises du voyage sont très pessimistes pour le secteur du tourisme. Il évoque une perte de chiffres d'affaires de 75% sur toute l'année 2020. Il n'y a quasiment plus de réservations dans les agences de voyage en raison de la crise sanitaire. Le secteur du tourisme sera l'un des plus impactés par la crise du Covid-19. C'est désormais une confirmation depuis l'annonce le 17 juin du numéro 1 mondial du tourisme TUI de supprimer deux tiers de ses effectifs (583 postes) en France et de séparer de toutes ses agences de voyage.

Yvon Peltanche, le président en région Centre-Val de Loire de la Fédération des entreprises du voyage, a des prévisions très pessimistes pour le secteur du tourisme, que ce soit tourisme de loisirs ou d'affaires. Il évoque une perte de chiffres d'affaires de 75% sur toute l'année 2020.

R. I.

Salima Souakri installé dans ses nouvelles fonctions de secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite

La nouvelle Secrétaire d'Etat, auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports, chargée du sport d'élite, Salima Souakri a pris ses fonctions mercredi au siège du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) à Alger, en remplacement de Noureddine Morceli, et ce en présence du ministre Sid Ali Khaldi et des cadres du secteur.



«Je présente mes remerciements au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la confiance placée en ma personne, et je souhaite réussir dans cette mission et honorer ainsi cette confiance pour être à la hauteur de la responsabilité», a déclaré la nouvelle secrétaire d'Etat. «Je remercie également mon frère Noureddine Morceli pour le travail accompli durant les mois précédents», ajoute Mme. Souakri.»Je réitère mon engagement à œuvrer avec le ministre Khaldi pour la promotion du sport algérien en général et du sport d'élite en particulier, d'autant que plusieurs importants rendez-vous nous attendent dont les Jeux Olympiques (JO) à Tokyo en 2021 et les jeux méditerranéens à Oran en 2022», a-t-elle souligné. ««Notre mission consiste à consacrer la solidarité afin de promouvoir le sport d'élite et le sport en général, et j'aimerais bien apporter un plus», a déclaré la secrétaire d'Etat. Pour sa part, Noureddine Morceli a indiqué avoir «travaillé dans des conditions difficiles, en raison de la propagation de la covid-19», adressant ses remerciements au Président de la République et au Premier ministre pour la confiance dont il a été investie. «Nous avons travaillé et consenti des sacrifices 6 mois durant et nous sommes fiers de ce qui a été accompli, en dépit des difficultés», a-t-il affirmé, ajoutant «nous avons effectué 120 activités entre l'accueil des athlètes, les sorties et les distinctions durant une délicate période», a-t-il soutenu. «Je souhaite succès et réussite à l'ancienne championne Salima Souakri dans sa nouvelle mission et au sport algérien en général et nous sommes toujours présent pour être au service de la patrie et du sport algérien». Pour sa part, le ministre des Sports et de la Jeunesse, Sid Ali Khaldi a exprimé sa gratitude pour la confiance renouvelée en sa personne, par le Président de la République , déclarant: «Je réitère mon engagement d'oeuvrer sans relâche pour la promotion de la jeunesse et le développement du sport, comme je présente mes remerciements au champion Noureddine Morceli avec qui j'ai eu un grand honneur de travailler durant plusieurs mois, lors desquels j'ai perçu en lui une grande compétence et un amour incommensurable pour l'Algérie» . «Je tiens également à présenter mes sincères félicitations à ma collègue Salima Souakri pour sa nomination méritée qui vient en consécration d'un long et brillant parcours sportif riche en actions menées sur le terrain au service du sport en général et de la Femme en particulier. Nous travaillerons la main dans la main pour la promotion de la jeunesse et des sports à un haut niveau de manière à répondre aux aspirations», a-t-il poursuivi. Morceli avait été nommé janvier dernier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Jeunesse et des Sports chargé du Sport d'élite, avec le ministre du secteur Khaldi qui avait remplacé Raouf Salim Bernaoui à ce poste. Ancienne Judoka, Salima Souakri est née le 06 décembre 1974 à Bordj El Kiffan (Alger). La nouvelle secrétaire d'Etat a dominé, tout au long de son parcours, les compétitions nationales du judo, en remportant le titre du championnat national 15 fois, en sus d'autres titres et tournois. Mme Souakri avait décroché également 10 titres africains dans les catégories -48 kg et -52 kg, ce qui lui a permis de s'imposer aux côtés des célèbres judokas africains. Le succès de Mme. Souakri a dépassé le continent africain, en remportant la médaille d'or lors des Jeux méditerranéens en 2001 à Tunis, avant de décrocher, une année plus tard, la médaille d'or du célèbre tournoi international Paris Bercy. La nouvelle secrétaire d'Etat chargée du Sport d'élite avait participé 4 fois aux JO où elle a remporté la cinquième place en 1992 à Barcelone. Mme Souakri a été élue 5 fois meilleure athlète algérienne dans les années 1994, 1996, 1999, 2001 et 2002 dans le cadre d'un sondage de l'APS. Après sa retraite, l'ancienne judoka s'est lancée dans une carrière d'entraîneur, en encadrant l'équipe nationale féminine entre 2009 et 2011, puis l'équipe du Groupe sportif pétrolier avec laquelle elle a remporté plusieurs titres nationaux et arabes. Aussi, le nouveau membre du gouvernement a obtenu le Prix du Comité international olympique (CIO) 2020 « Femme et Sport » pour l'Afrique. Outre ses talents sportifs qui lui ont permis de dominer sa discipline en Algérie, Mme. Souakri a excellé dans d'autres domaines dont l'action humanitaire notamment après sa désignation ambassadrice des bonnes intentions de l'UNICEF en 2012.La secrétaire d'Etat chargée du sport d'élite, avait également défendu les droits de l'enfant en Algérie en présidant en 2007 l'association « WAFA » pour les personnes aux besoins spécifiques ».Par ailleurs, Mme. Souakri jouit également d'une expérience dans la télévision à travers son émission à caractère social « Iftah Kalbaq ».

CR Belouizdad: «9 milliards de centimes d'économie générés par la baisse salariale»

LA BAISSE salariale décidée par le CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), à hauteur de 50% pour les joueurs, staffs technique et médical, face au contexte actuel provoqué par la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19) et l'arrêt des compétitions, a permis au club d'économiser 9 milliards de centimes, a appris l'APS mercredi auprès de la direction. «La baisse des salaires sur trois mois nous a permis d'économiser pas moins de 9 milliards de centimes, ce qui représente pratiquement la moitié d'un budget de fonctionnement d'un club professionnel. L'accord a été officialisé en interne et même au niveau de la Ligue de football professionnel (LFP). Le CRB devient le premier club de l'élite à le faire», a affirmé Taoufik Korichi, directeur du pôle compétitif. Outre le CRB, les deux autres de la capitale, l'USM Alger et le MC Alger, ont également décidé de procéder à une baisse salariale liée à l'interruption du championnat depuis le 16 mars. Si l'USMA a officiellement trouvé un accord avec ses joueurs à hauteur de 25%, le MCA est toujours en négociations. Avant la suspension du championnat à la 22e journée, le CR Belouizdad occupait la tête du classement avec 40 points en plus d'un match en retard, devant l'ES Sétif et le MC Alger qui comptent 37 points chacun, mais avec un match en moins pour le «Doyen».

«Nous méritons le titre de champion»

Concernant la compétition, le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, a écarté mardi l'idée de désigner le champion d'Algérie dans le cas où la Ligue 1 serait définitivement arrêtée à cause du COVID-19.Appelé à réagir à cette nouvelle donne, Korichi, également porte-parole du Chabab, a refusé de le faire «tant que rien n'est encore officiel». «Je ne suis pas en mesure de réagir aux propos de Zetchi, dont la déclaration n'engage que lui-même, mais nous sommes prêts à aller jusqu'au bout pour faire valoir nos droits». Avant d'enchaîner : «Nous méritons amplement le titre de champion, nous avons été réguliers depuis le début de la saison. En revanche, je salue la décision de la FAF d'inviter les clubs à se prononcer sur le sort réservé à la saison, dans le cas où la compétition serait définitivement suspendue». Durant la période de suspension de la compétition, la direction du Chabab n'a pas chômé puisque plusieurs points en relation avec l'équipe première ont été «traités et réglés», dont le volet du recrutement. «Juste après le début de la pandémie, nous avons prolongé les contrats de certains joueurs, une manière de préserver l'ossature. Concernant le recrutement, nous sommes sur le point de finaliser le dossier avec notamment des renforts au niveau de l'attaque». Enfin, et s'agissant de la préparation d'intersaison, «deux options se présentent au club : un stage en Algérie ou bien la possibilité d'aller à l'étranger si les conditions sanitaires le permettent. Pour le moment, nous n'avons retenu aucune date, du moment que le déconfinement n'a pas encore été décidé», a-t-il conclu.

CS Constantine : L'entraîneur Amrani s'engage pour deux ans

L'ENTRAÎNEUR ABDELKADER Amrani s'est engagé jeudi avec le CS Constantine pour un contrat de deux ans, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football. Amrani (64 ans) revient ainsi sur le banc du CSC, deux ans après l'avoir mené au titre de champion au terme de la saison 2017-2018. Puis Il a dirigé la barre technique du CR Belouizdad, avec lequel il a remporté la Coupe d'Algérie 2019 et le club marocain du Difaâ Hassani d'El Jadida. Son aventure avec la formation marocaine, qui devait s'étaler sur une période de six mois renouvelable, a pris fin en mai dernier après la décision de la direction de résilier son contrat à l'amiable en raison des répercussions de la crise sanitaire de nouveau coronavirus (COVID-19).L'entraîneur français Denis Lavagne avait débuté la saison avec le CSC, avant d'être limogé au terme de la première partie de l'exercice. La direction du club a confié l'intérim à l'entraîneur adjoint Karim Khouda , qui a dirigé les coéquipiers de Hocine Benayada jusqu'à la suspension de la compétition le 16 mars dernier en raison de la crise sanitaire de COVID-19.Au terme de 22 matchs disputés, le CSC, éliminé en Coupe d'Algérie, pointe à la 5e place au classement avec 34 points, à six longueurs du leader CR Belouizdad qui compte un match en moins. Aucune décision n'a encore été prise par les pouvoirs publics concernant la reprise ou non des compétitions, alors que la Fédération algérienne de football a exprimé son désir de relancer le championnat «dès la levée du confinement et autorisation des rassemblements», comme décidé lors de la +récente réunion de son Bureau exécutif.

ABDELKRIM MEDOUAR (PRÉSIDENT DE LA LFP)

«La décision de reprendre ou non la compétition relève des autorités sanitaires»

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a affirmé mercredi à Constantine que «seules les hautes autorités du pays, le ministère de la Santé notamment peuvent se prononcer sur la suite à donner aux championnats de football».

Animant une conférence de presse, à l'issue d'une réunion tenue, à huis clos, dans un hôtel de la ville de Constantine entre les responsables de la Ligue de football professionnel et les dirigeants des clubs de l'Est du pays de ligue 1 et 2, Abdelkrim Medouar a indiqué que la décision de reprendre ou non les championnats gérés par la LFP relève exclusivement des autorités sanitaires du pays.» Je comprends parfaitement que les acteurs du monde du football professionnel soient sous tension depuis la suspension des championnats et qu'ils veulent tout naturellement être fixés sur la date d'une éventuelle reprise. Aujourd'hui le pays traverse une crise sanitaire exceptionnelle, la question de la santé du citoyen doit prévaloir sur toute autre considération», a-t-il dit. Avant de poursuivre» tant que les mesures de confinement sanitaire seront en vigueur et tant que les autorités sanitaires n'auront pas donné leur feu vert pour la reprise des activités sportives, ni la Fédération ni la Ligue ne pourront communiquer sur les prochaines étapes à suivre». Le premier responsable de la LFP a, par ailleurs, expliqué que cette réunion organisée à Constantine quelques jours seulement après avoir tenu un premier évènement similaire à Oran avec les dirigeants des clubs de l'Ouest, a pour but «d'écouter les préoccupations aussi bien financières qu'organisationnelles des acteurs du football face à une éventuelle reprise du championnat». Cette rencontre se veut également d'apporter des propositions à la Fédération algérienne de football pour l'organisation, le cas échéant, de la suite du championnat 2019-2020 mais aussi de la saison 2020-2021, a-t-il ajouté. Il est à noter, qu'à l'instar de la première réunion du président de la LFP, Abdelkrim Medouar avec les présidents des clubs de l'Ouest, les représentants des clubs de l'Est ont majoritairement exprimé leur désaccord quant à la reprise des activités sportives pour cette saison, arguant à cet effet «l'impossibilité d'appliquer le protocole sanitaire exigé par les hautes instances du pays qui serait trop onéreux pour ces clubs-là». Les responsables de la LFP ont, par ailleurs souligné qu'une troisième réunion est programmée à Alger avec les clubs du Centre du pays au cours des prochains jours. Avant la suspension du championnat de Ligue 1 à la 22e journée, le CR Belouizdad occupait la tête du classement avec 40 points en plus d'un match en retard, devant l'ES Sétif et le MC Alger qui comptent 37 points chacun, mais avec un match en moins pour le «Doyen».



CHAMPIONNAT NATIONAL DE LIGUE 1 ET 2 :

Les clubs n'ont pas les moyens pour reprendre

LE VICE-PRÉSIDENT de la Ligue de football professionnel (LFP), Farouk Belguidoum, a indiqué jeudi que la «majorité» des clubs professionnels refusent de reprendre la compétition, suspendue depuis mi-mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), vu les difficultés financières auxquelles ils font face. «Au cours de la rencontre tenue mercredi avec les clubs de l'Est, plusieurs points ont été abordés, dont celui relatif à une éventuelle reprise du championnat. Je peux assurer que la majorité d'entre eux n'ont pas les moyens pour faire face aux dépenses, liées notamment à l'application du protocole sanitaire. Ils réclament tout simplement la suspension définitive de la compétition», a indiqué à l'APS Belguidoum. Il s'agit de la deuxième rencontre LFP-clubs professionnels, après celle tenue il y a une semaine à Oran avec les formations de l'Ouest. Ces rendez-vous régionaux ont été décidés par le Bureau exécutif de la LFP lors de sa récente réunion, dans le but de s'informer sur la situation de ces clubs à la lumière de la crise sanitaire qui sévit et débattre avec eux sur d'autres points dont le championnat. «Une dernière réunion concernant les clubs du centre est prévue lundi prochain, sous réserve de l'accord du wali, en raison notamment de la crise sanitaire», a-t-il ajouté. Belguidoum, également porte-parole de l'instance dirigeante de la compétition, a rappelé que les clubs «traversent dans leur majorité une crise financière» qui rend pratiquement impossible une éventuelle reprise. «La plupart des clubs traversent une crise financière. On ne peut pas leur exiger d'appliquer le protocole sanitaire exigé qui serait trop onéreux pour eux. Au cours de la réunion de mercredi, des clubs ont réclamé des sociétés nationales pour pouvoir survivre. Ils ont demandé à ce que toutes les équipes soient mises sur le même pied d'égalité. Pour eux, les pouvoirs publics doivent se pencher sur la question avec sérieux». Belguidoum s'est exprimé aussi sur la récente décision du président de la Fédération algérienne de football, Kheïreddine Zetchi, d'inviter les clubs à se prononcer «à la majorité» sur le sort qui sera réservé au championnat en cas d'arrêt définitif de la compétition. «Il s'agit d'une décision réfléchie. Les clubs sont les acteurs principaux, il faudra bien les consulter. Mais on n'en est pas encore là. Nous attendons toujours la position finale des pouvoirs publics concernant l'avenir du championnat», a-t-il conclu.

Foot/ Ligue 1 professionnelle : Le CRB, l'ASAM, et le NCM signent la convention tripartite

LES TROIS pensionnaires de la Ligue 1 algérienne de football : le CR Belouizdad, l'AS Aïn M'lila, et le NC Magra, ont signé jeudi au siège de la Fédération algérienne (FAF) à Dely Brahim, la convention tripartite liant la SSPA, aux cabinets d'expertise, ainsi que la DCGF (Direction de contrôle de gestion et des finances) de la FAF, pour la mise à niveau du management et l'obtention d'une certification de la qualité N.A ISO 9001, a annoncé l'instance fédérale sur son site officiel. La SSPA CRB s'est engagée avec le cabinet d'experts WM, alors que la SSPA ASAM a signé avec le cabinet d'experts BR2C, précise la même source, soulignant que «la convention tripartite liant la SSPA NCM au cabinet d'experts Nord Service, signée le 16 juin 2020 à Magra, a été contresignée par la DCGF ce jour». Le MC Alger est devenu lundi le premier club de l'élite à signer la convention tripartite liant la SSPA/Le Doyen au cabinet d'expertise IANOR ainsi que la DCGF. La signature de ces conventions triparties s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des mesures décidées par la FAF au titre de l'accompagnement des clubs professionnels. Avec plus d'un million de certificats dans le monde, la norme ISO 9001 reste incontestablement la norme de management la plus déployée et reconnue au plan international. Outil le plus utilisé pour piloter son organisation et les activités, la certification ISO 9001 constitue un socle pour optimiser le fonctionnement interne, maîtriser les activités, détecter les signaux du marché, et réduire les coûts et gagner en compétitivité.

USM ALGER : LA DIRECTION ACCUSE ALLIK DE VOULOIR «DÉSTABILISER» LE CLUB



L'USM ALGER (Ligue 1 algérienne de football) a accusé mercredi le président du Club sportif amateur (CSA USMA), Saïd Allik, de vouloir «déstabiliser» le club en tentant de bloquer le compte bancaire d'une manière «illégale et sans fondement», ce que réfute ce dernier. «Dans une démarche visant à perturber le club, le président du club amateur Saïd Allik a tenté, par le biais du huissier de justice, de bloquer le compte bancaire de l'USMA de manière illégale et sans fondement. Sachant que la justice a ordonné le 16 juin 2020 la suspension de la procédure de mise en œuvre jusqu'à ce que la Cour d'Alger tranche définitivement cette affaire lors de la dernière audience prévue le 8 juillet», a écrit la direction usmiste dans un communiqué. «La direction de l'USMA regrette ce genre d'agissements visant à déstabiliser le club et dont elle n'est pas responsable», ajoute la même source qui parle d'une attitude «irresponsable» de l'ancien boss du club. Le CSA/USMA a réclamé au Groupe Serport, actionnaire majoritaire dans le capital de la Société sportive par actions (SSPA) depuis le 2 mars passé, une somme de 12 milliards de centimes qui représente les créances non-payées par l'ancien propriétaire du club, Ali Haddad (actuellement en prison) et ce, après avoir eu gain de cause auprès de la Cour suprême le 20 février dernier. Le P-dg de Serport Achour Djelloul, en tant que président du conseil d'administration de la SSPA/USMA, a fait appel. Sollicité par l'APS pour donner sa version des faits, Saïd Allik a tenu à éclairer l'opinion publique en indiquant que le CSA a eu gain de cause dans cette affaire suite au verdict prononcé le 20 février dernier par la Cour suprême qui est «définitif et exécutoire». «La direction de l'USMA est en train d'induire en erreur les supporters. D'abord, je n'ai à aucun moment voulu bloquer le compte bancaire, Allik n'est pas une autorité judiciaire pour le faire, c'est faux. La SSPA a fait appel du jugement auprès de la Cour suprême pour uniquement retarder le payement des créances, mais le jugement est définitif et exécutoire. Lors de la réunion des actionnaires du club, tenue le 30 avril 2020, j'ai signifié à Achour Djelloul textuellement qu'il doit se soumettre à la décision de la justice, je l'ai sollicité pour nous voir afin de régler cette affaire et signer la convention, mais il n'a même pas daigné donner suite. C'est malheureux qu'on puisse en arriver là», a-t-il regretté. Dans un autre registre, le club algérois a annoncé avoir trouvé «officiellement un accord avec les joueurs pour une réduction des salaires de 25% jusqu'à la reprise de la compétition», suspendue depuis le 16 mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19).»Les joueurs ont tenu à remercier chaleureusement le président pour sa compréhension et lui ont promis de demeurer mobilisés jusqu'à la reprise.

ORAN

Les anciennes mosquées d'Oran dans l'attente de restauration

De nombreuses mosquées datant de plusieurs siècles, demeurent des repères de la longue histoire de la ville d'Oran, riche en événements successifs.

L'occupation de la ville par les forces espagnole et française durant plus de 400 ans, la destruction de certains sites cultuels, la transformation de leur vocation première durant cette sombre période de l'histoire et les saisies des biens waqfs ont été autant de faits qui n'ont pas réussi à détourner ces lieux de leur mission cultuelle et de pôle de rayonnement et d'enseignement religieux.

Des sites comme Djamâa Hassan Pacha, la mosquée Bey Mohamed Benothmane El Kebir ou encore Imam El Houari, parmi les plus anciennes d'Oran nécessitent aujourd'hui des travaux de restauration et de réfection afin de sauvegarder leur architecture et les préserver des aléas du temps.

Des actions ont été entreprises dans ce sens auprès des autorités concernées, a-t-on appris du directeur local des affaires relieuses et des waqfs, Messaoud Amirouche. Cette démarche est soutenue par la décision du Président de la république, qui a l'occasion de Youm El Ilm, avait préconisé la restauration de toutes les « vielles mosquées » du pays.

L'objectif étant, à la fois, de rendre hommage aux grands Hommes et aux érudits ayant marqué l'histoire du pays et sauvegarder les lieux de culte, pôles de la résistance contre l'acculturation et la spoliation de la personnalité algérienne.

Incontestablement, la ville d'Oran recèle des mosquées, véritables mémoires témoignant de sa longue et riche histoire. La mosquée du Pacha, l'une des plus anciennes de la ville, a été construite par le Bey Mohamed El Kebir, suite à la libération d'Oran, en 1792, après près de trois siècles d'occupation espagnole, comme le précise le chef de service culture islamique et enseignement coranique à la même



direction de wilaya, Mokhfi Boukhemacha.

La plaque de marbre, dévoilée lors de l'inauguration de cette mosquée, en 1796, est jusqu'à présent conservée dans l'une des galeries du musée Ahmed Zabana, dans le quartier populaire de M'dina Djedida, a-t-on précisé.

S'étendant sur une surface de 1.382 m2, la mosquée a été édifiée non loin du Palais du Bey, sur la rive orientale du Oued R'hi (actuellement Oued Ras El Aïn), dans l'actuel quartier populaire de Sidi El Houari. C'est autour de ce lieu de culte que de nombreux quartiers ont vu le jour, pour constituer la nouvelle ville d'Oran, précisent des textes historiques.

Des mosquées et des pans de l'Histoire

En 2009, la mosquée a été fermée après l'apparition de fissures sur sa plateforme, les colonnes et ses différents éléments de soutien.

En 2017, un accord a été signé pour restaurer la mosquée et le palais du Bey entre la direction locale de l'urbanisme et de la construction et l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA). Les travaux devaient être financés par le groupe turc « Tosyali-Algérie ». Seulement, jusqu'à présent, le projet est resté au stade des études techniques, précise-t-on à la direction des affaires religieuses.

La situation de ce site, classé en 1952, est devenue encore plus difficile avec son squat de la mosquée par 14 familles du quartier voisin dont les habitations se sont effondrées. Ces familles occupent toujours les lieux rendant difficiles voire impossibles les travaux de restauration et de réhabilitation.

L'autre mosquée, celle de Mohamed Benothmane Kébir, s'étendant sur 1.394 m2, a été construite en 1799 sur la rive ouest de l'oued de Ras El-Aïn. Les forces d'occupation française l'ont transformée en hôpital militaire (Baudens).

Certains de ses éléments architecturaux ont disparus, précise-t-on à la direction locale chargée du secteur. Cette mosquée a été restaurée en 1980 mais son minaret est aujourd'hui menacé d'effondrement puisqu'on enregistre fréquemment des chutes de pierres au niveau de ce site. En outre, les turcs ont également édifié la mosquée du Bey, dans le quartier de Kherguetah, en 1793.

Après le début de la colonisation française, ce lieu de culte a été fermé aux fidèles. Ce n'est que quelques années avant le déclenchement de la guerre de libération nationale que la mosquée a été rouverte et autorisée à accueillir les fidèles pour l'accomplissement des prières.

Pour sa part, la Mosquée Imam Sidi Houari, une zaouïa, a été construite par le saint homme Mohamed Benomar Houari (1350-1439), dans l'actuel quartier populaire éponyme de la ville. Le mausolée de ce Saint Homme, construit à proximité de la mosquée, est visité, à ce jour, par la population locale et par les touristes nationaux et parfois étrangers de passage à Oran.

Le site jouit d'une place importante dans la mémoire collective de la ville et de la population oranaise. La zaouïa et son école, remontant à la période zianide, se sont occupées de l'enseignement des sciences théologiques et de la diffusion des préceptes de la religion musulmane.

Après le début de la colonisation française, le site a été transformé en armurerie et en dépôt de matériel militaire. La mosquée n'a repris sa fonction qu'après le recouvrement de l'indépendance. D'une surface de 1.452 m2, la mosquée a bénéficié de travaux de restauration en 2015, rappelle-t-on

Les anciennes mosquées d'Oran, en dépit de toutes les tentatives visant dans le passé à les dénaturer et à détourner leurs vocations premières, loin d'être des vestiges du passé, restent des édifices incontournables, témoignant de leur rôle dans la préservation de l'identité nationale sur les plans religieux, culturel et civilisationnel. Elles contribuent à la consolidation de toutes les valeurs humaines et spirituelles d'une génération à l'autre.

COVID-19 À DJELFA

Suivi partiel des mesures préventives, hausse des cas

LES MESURES préventives contre la pandémie du nouveau coronavirus enregistrent ces derniers temps un suivi « partiel » au niveau de la wilaya de Djelfa, a-t-on constaté, au moment où les cas suspects, voire même d'atteinte par ce virus, sont en hausse, comme affirmé par des médecins de la région.

En effet, le relâchement de la vigilance est visible au niveau des commerces et des marchés, où de nombreux citoyens ne portent pas de masques de protection obligatoire au niveau des surfaces commerciales, et semblent prendre à la légère le virus mortel.

Ce fait est corroboré par le DR. Abdelkader Lamlouma, un des praticiens de l'unité du Covid- 19 de hôpital « Moudjahid Muhad Abdelkader » du che-lieu de wilaya, qui a affirmé, avoir constaté « un important relâchement de vigilance » de la part des citoyens, comparativement à la première période de déclaration de ce virus dans la wilaya ». Et « Les mesures préventives ne sont pas prises au sérieux par de nombreux citoyens », a-t-il déploré.

Pour illustrer ses propos, le praticien a fait part d'une hausse des cas de suspicion du Covid-19 au niveau de son unité, immédiatement après les deux jours de l'Aid El Fitr (24 et 25 mai), « à tel point que sous avons été contraints d'élargir la capacité d'accueil de l'unité pour assurer leur prise en charge », a-t-il dit.

« Actuellement, l'unité compte plus de 70 cas soumis au protocole thérapeutique, dont certains sont en détresse respiratoire », a fait savoir DR. Lamlouma, regrettant que certains « continuent à ne pas prendre au sérieux ce virus, jusqu'à ce qu'ils tombent eux même malades, ou un des leurs ».

Il a estimé impératif une « mobilisation tous azimut pour sensibiliser le citoyen et l'inciter au respect des mesures barrières contre ce virus qui a touché de nombreux pays de par le monde, et a impacté sur la vie, dans ses différents aspects ».

Le praticien a encore insisté sur la prévention à même de vaincre la pandémie, et recommandé de préserver sa vie et la vie d'autrui, par le respect des mesures préconisées par les autorités publiques et sanitaires.

Dr Lamlouma a salué, à l'occasion, les « sacrifices consentis par les personnels du corps médical et paramédical de tout le pays ». A l'échelle locale, le coronavirus a emporté l'infirmier Nail Lâassali, décédé durant le mois sacré du Ramadhan, à l'hôpital du chef-lieu, et Mekaoui Atia, coordinateur des activités du paramédical à l'hôpital de Hassi Bahbah, mort récemment du Covid-19, a-t-il rappelé.

A noter que les données fournies quotidiennement par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Covid-19 font apparaître une hausse des cas d'atteintes à Djelfa. Cette dernière a enregistré 215 cas confirmés depuis le début de la pandémie, selon les derniers chiffres officiels communiqués, mardi dernier.

En dépit des restrictions de l'information exercées par la direction de la santé de la wilaya, dont le directeur a été contacté en vain, il n'en demeure pas moins que des sources médicales au niveau des unités de prise en charge de cette pandémie, à travers les hôpitaux de Messaàd, Djelfa, Ain Ouessara et Hassi Bahbah, ont exprimé leur « préoccupation à l'égard des nombreux cas suspects de Covid-19 accueillis quotidiennement à leur niveau ».

Face à cette situation, des actions de sensibilisation contre cette pandémie ont été intensifiées par les services conjoints de la police et de la protection civile, au niveau des différentes communes de la wilaya, pour inciter les citoyens au respect des mesures barrières, dont le port de la bavette et la distanciation sociale, au niveau des surfaces commerciales et espaces à grande affluence, notamment.

« Nous avons mobilisé toutes nos unités sur le terrain, à cet effet », aindiqué, le chargé de la communication auprès de la direction de la protection civile, le lieutenant Abderrahmane Khadher.

Les services de la sûreté de wilaya ont, pour leur part, effectué 195 sorties de prévention sur le terrain, dont 35 interventions relatives à la spéculation sur les produits alimentaires, et les produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, selon le chargé de l'information auprès de ce corps, le commissaire de police Saàd Fites.

Il a fait part de la réalisation au titre de ces sorties, d'un contrôle d'identité pour 6.356 individus, et de l'engagement de procédures judiciaires à l'encontre de 2.699 parmi eux, outre 266 véhicules et 163 motos mis à la fourrière .

SITE ARCHÉOLOGIQUE DE TIGZIRT

Probable réouverture

La réouverture aux visiteurs du site antique de la ville côtière de Tigzirt, située à une quarantaine de kilomètres au nord de Tizi-Ouzou, est sujet de réflexion depuis mardi dernier au sein de la direction de la Culture de la wilaya.



Fermé depuis la pandémie du Covid-19, le site archéologique de Tigzirt sera visité, lundi dernier, par la directrice de la Culture de Tizi Ouzou, Mme Nabila Goumeziane, dans la perspective de sa réouverture au large public. Accompagnée des représentants des autorités locales, la directrice a affirmé le lendemain qu'il est question de « discuter des conditions et mesures à mettre en place pour la réouverture du site, dont la mobilisation du personnel chargé de sa protection et la gestion de l'arrivée des touristes, et ce, suite aux orientations du ministère de la Culture pour la réouverture des sites historiques et culturels ». Après cette visite, elle a précisé que « nous avons amorcé une réflexion pour sa réouverture, mais aussi voir comment rendre ce site qui est très visité, notamment durant la saison estivale, attractif tout au long de l'année ». Il est également envisagé de « l'intégrer dans une dynamique de développement économique », avant de faire état de l'existence, à Tigzirt, d'un potentiel important qui peut être valorisé dans le cadre de cette dynamique de réflexion. Au sujet de l'intégration du patrimoine culturel dans le mouvement du développement local, la directrice a observé que la réflexion autour de ce projet sera approfondie avec la société civile et les habitants de la région. Le site archéologique de Tigzirt est classé patrimoine national, en 1967, il est situé dans la partie nord de la ville. En face, la direction de la Culture a réalisé un pavillon des expositions et, à côté du même site, une réserve archéologique abrite le siège de l'antenne de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGEBC). Pour N. Goumeziane, « des petits aménagements peuvent être réalisés autour du site en conformité avec la loi sur le patrimoine, afin de valoriser tout cet ensemble et rendre le site antique plus attractif et visitable toute l'année, et même y organiser certaines manifestations qui pourront le promouvoir davantage ». Il est également possible d'intégrer ce même site dans un circuit touristique en collaboration avec les agences de tourisme et de voyage, dans le cadre de la promotion du tourisme national. Le site de Tigzirt remonte à la période antique. Ses vestiges attestent du passage de plusieurs civilisations: romaine, vandale, byzantine. La partie de la ville romaine sera érigée en 147 de notre ère. Elle sera, au départ, constituée d'un casernement ceint d'une muraille défensive. Puis, elle aura une extension, à partir du IIIe e siècle, pour devenir un municipe. **R. C**

BÉCHAR: PANDÉMIE DU CORONAVIRUS

277 artistes soutenus

QUELQUE 277 ARTISTES de la wilaya de Bechar ont bénéficié d'aides financières octroyées par le ministère de la Culture au profit des gens du métier dont les activités ont été suspendues en raison de la pandémie du Covid-19. a-t-on appris mardi

« Nous avons procédé dans le cadre des mesures de soutien aux artistes et autres acteurs du métier à l'octroi d'aides financières à ces derniers issus des différentes collectivités de la wilaya », a précisé mardi à l'APS le directeur local du secteur de la Culture Abdelkader Jenaihi. « Ces aides ont été favorablement accueillis par les artistes dont les activités ont été suspendus en raison de la propagation du nouveau coronavirus », a indiqué le responsable du secteur. De son côté, le responsable du secrétariat local de l'Union régionale des artistes du sud et de l'art du Sahara (URASAS), Mohamed Kiriti, a salué l'initiative du ministère de la Culture qui « démontre un réel intérêt du secteur à apporter aide et soutien aux artistes de la région du sud ». « Nous saluons les efforts du secteur de la Culture pour le soutien qu'il apporte aux artistes dans le Sud-ouest (Bechar, Tindouf et Adrar), à travers l'octroi d'aides financières durant cette période de pandémie et l'amélioration de leurs conditions », a souligné M. Kiriti. « Nous souhaitons la poursuite des efforts du ministère de la Culture dans la promotion des activités des artistes et autres acteurs culturels de la région dans le Sud-ouest du pays par le renforcement de la présence de l'Office national des droits d'auteurs et droit voisin (ONDA), la création d'une manifestation dédiée aux chants et musiques pour la pérennisation des styles et arts musicaux locaux et offrir un autre espace d'expression aux jeunes talents », a souligné le responsable du secrétariat local de l'URASAS, qui est également auteur-compositeur et chanteur. « Nous souhaitons aussi, à l'avenir, une grande participation des artistes et musiciens dans le sud du pays aux différentes manifestations nationales et internationales initiées par le ministère de la Culture, et ce, dans l'unique but de promouvoir les différentes facettes des arts des régions sahariennes du pays », a fait savoir le responsable du secrétariat local de l'Union régionale des artistes du sud et de l'art du Sahara, une association qui regroupe une centaine d'artistes des wilayas dans le Sud-ouest du pays.

APS



SORTIR

ECRITURE Concours d'écriture A quoi ressemblera le monde de demain ? Pour les juniors (- 18 ans) & adultes (18 ans +). Participer avec un texte de poésie, conte, nouvelle ou bien un dessin. A envoyer avant le mardi 30 juin à minuit. Adresse : concoursdecriture2020.alger@if-algerie.com. Consulter : if-algerie.com/alger

JEUX Africa Games Space – Salon africain du jeu vidéo et des loisirs – du mercredi 01 juillet au dimanche 05 juillet. Pavillon central de la Société algérienne des foires et Expositions, Pins-Maritimes, Alger. Pour les Gamers, Geeks, Streamers, amoureux de jeux vidéos… Consulter les pages Facebook africagamesspace et proboxalgerie.

FILMS Dix long-métrages et onze court-métrages jusqu'au lundi 13 juillet en ligne.
Films. Animations, fictions, documentaires et films jeune public africains et français sous-titrés: ifcinema.institutfrancais.com/fr/alacarte
Rafiki de Wanuri Kahiu (Kenya, 83', 2018)
Le Nouveau de Rudi Rosenberg (France – comédie, 81', 2015)
Malika et la sorcière de Nabaloum Boureima (Burkina Faso, jeune public, 15', 2014)
Le Vélo de l'éléphant de Olesya Shchukina (Belgique, France, jeune public, 9', 2014)…
Consulter: if-algerie.com/alger/agenda-culturel

THEATRE Nouvelle production pour enfants du Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran : Qitar eddounia (Le train de la vie). Ecrite par Mansouri Bachir, mise en scène de Houari Abdelkhalek, scénographie de Mouffok Djillali. Un spectacle qui sera présenté après la levée du confinement.

SINGLE Nouveau titre Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55 minutes, plateforme distrokid.com / videos) du groupe pop Index Dz d'Alger. Et reprise du cover Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire de l'heure pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Nouvelle chanson Qololi (Dites-moi) du collectif Bandya Social Club. Les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika appellent au partage avec humour.

HOMMAGE Manu Dibango le saxophoniste. Soul Makossa sur youtube.com/watch?v=ny78BCBir2Q
12 décembre 1933 : Naissance à Douala au Cameroun.
1972 : Premier album O Boso.
1972 : Soul Makossa dans les classements américains.
1989 : première autobiographie Trois kilos de café.
2014 : Dernier album Balade en saxo.
2019 : Tournée des soixante ans de carrière.
24 mars 2020 : Mort à Paris des suites du coronavirus.

FESTIVAL 18e édition des Rencontres Cinématographiques de Béjaïa. Avec l'association Project'heurts du samedi 19 au jeudi 24 septembre (date à confirmer). Appel aux producteurs et réalisateurs. Films : courts et longs métrages, documentaires et films d'animation datant de 2019 ou 2020. Envoyer avant le jeudi 25 juin un lien Vimeo à l'adresse suivante : programmationrcb20@gmail.com

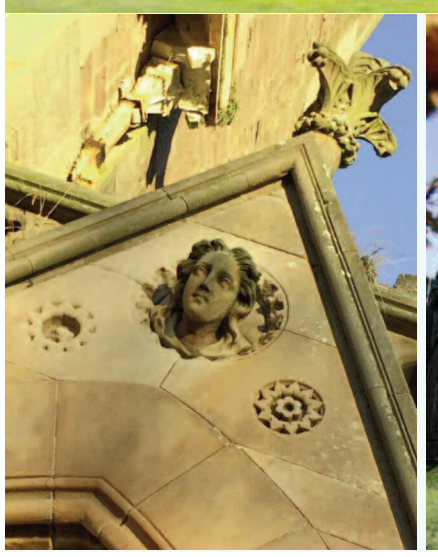


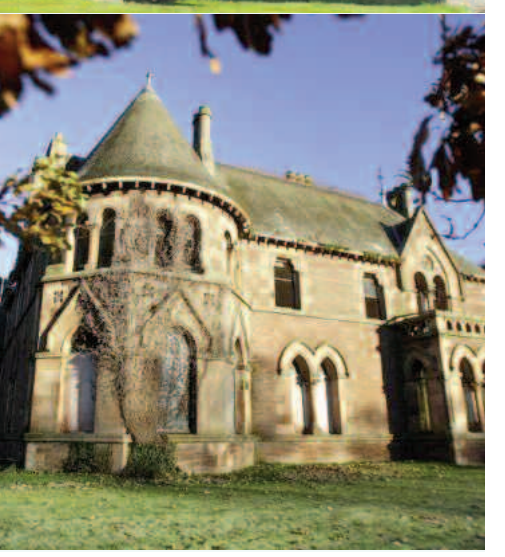
Un manoir du XIXe siècle mis aux enchères à moins de deux euros en Écosse – photos

La propriété va être mise aux enchères pour une livre sterling (1,1 euro), indique le site du National Property Auctions. Situé sur la côte est de l'Écosse, ce manoir de style gothique a été bâti au XIXe siècle.
La bâtisse s'élève sur deux étages et a été classée en catégorie A par les autorités, regroupant les «bâtiments d'importance nationale ou internationale». La propriété possédait jadis un permis de construire pour être convertie en six appartements et cinq maisons mitoyennes, mais l'opération ne s'est pas réalisée, rapporte le site de ventes aux enchères.

Le manoir est l'œuvre d'un célèbre architecte écossais, William Leiper, connu pour avoir conçu plusieurs édifices religieux et commerciaux, comme la fabrique de tapis de Templeton, qui rappelle le palais des Doges de Venise.
Sur le registre des bâtiments à risques
Le prix très bas de mise en vente s'explique néanmoins par le mauvais état de la propriété, qui est même classée sur le registre des bâtiments à risques. Tel quel, le manoir est donc «impropre à l'occupation», et nécessite des travaux de rénovation, comme l'indique la directrice générale du National PropertyAuctions au Daily Record. «Cette propriété est une opportunité énorme pour un promoteur de redonner au bâtiment son ancienne gloire», explique-t-elle au tabloïd.
La vente aux enchères se termine le 17 juillet à 11h00.







La construction de l'église la plus célèbre en Espagne a commencé en 1882, elle finira en 2026 !



La Sagrada Família est une basilique catholique romaine conçue par l'architecte catalan Antoni Gaudí, elle se situe à Barcelone, en Espagne, et elle est la plus célèbre du pays.
La construction de cette église a commencé en 1882 sous la direction d'Antoni Gaudí. Ce dernier est décédé en 1926 accomplissant seulement un quart du projet, et depuis, la construction de la Sagrada Família a progressé lentement, elle a même était interrompue pendant plusieurs années à cause de la guerre civile espagnole.
Ce n'est qu'en 2010 qu'on a accompli la moitié du projet. Selon les estimations, la fin des travaux aura lieu en 2026 pour le centenaire de la mort de Gaudí.
Bien qu'elle soit incomplète, la partie de la Sagrada Família conçue par Antoni Gaudí fait partie du patrimoine de l'humanité déclaré par l'UNESCO.

Il y a une île abandonnée au Japon qui avait auparavant une densité de population de 108 000 personnes par kilomètre carré !



L'île de Hashima est une ville fantôme abandonnée située à moins de vingt kilomètres au sud-ouest de la ville de Nagasaki au Japon. Jusqu'en 1974, Hashima était une installation minière de charbon achetée par Mitsubishi en 1890.
L'île de 60 000 mètres carré a atteint son apogée de population en 1959 avec 5259 habitants. Cela se traduit par environ 108 000 personnes par kilomètre carré.
Dans les années 1960, le pétrole a pris la place de l'extraction du charbon et les mines ont fermé dans tout le Japon dans les années 1960.

Mitsubishi a officiellement fermé les mines en 1974 et l'île est devenue désertique. Et après avoir été fermée pendant 35 ans, les visites ont été rendues possibles à Hashima à partir de 2009.

IL GAGNE 4 MILLIONS AVEC UN TICKET À GRATTER POUR LA DEUXIÈME FOIS EN TROIS ANS



ÉTATS-UNIS Mark Clark, 50 ans, originaire du comté de Monroe dans le Michigan, aux États-Unis, a gagné le week-end dernier, pour la deuxième fois en trois ans, le jackpot de 4 millions de dollars (3,5 millions d'euros) avec un ticket à gratter.

"Vous ne vous attendez pas à avoir la chance de gagner le jackpot ne serait-ce qu'une fois, et maintenant, cela m'arrive même une deuxième fois", a déclaré Mark Clark, perplexe, à ABC News. "Il est difficile de mettre des mots sur ce que je ressens."
Mark Clark a expliqué qu'il doit sa chance exceptionnelle à une pièce fétiche qu'il a reçue de son père il y a environ dix ans, avec laquelle il gratte ses tickets. "Mon père est mort il y a un an à cause de problèmes de santé, et je crois fermement que cette pièce spéciale m'a apporté beaucoup de bonheur", a-t-il confié.
Pêche et famille
Après son premier gain, en décembre 2017, Mark Clark a cessé de travailler et a passé beaucoup de temps à pêcher, souvent avec son père. "J'en garde un excellent souvenir, ce nouveau gain m'aidera à continuer à pêcher et à profiter de mon fils et ma famille", a-t-il ajouté.
"J'ai eu beaucoup de hauts et de bas dans ma vie. Mais en ce moment, tout va plutôt bien", a conclu l'Américain.

Panne de Windows 10 : Microsoft admet que les mises à jour de juin déclenchent des redémarrages

Technologie : Les redémarrages forcés de Windows 10 affectent certaines machines fonctionnant sous Windows 10 version 1809 et supérieure. Après des retours d'utilisateurs, Microsoft admet que cela pose problème.



Microsoft a admis que les mises à jour de Windows 10 Patch Tuesday de ce mois-ci causent de nouveau problèmes, soit des plantages dus à une défaillance du fichier LSASS (Local Security Authority Subsystem Service), nommé lsass.exe.
L'entreprise a confirmé ce nouveau bug dans les articles KB pour les mises à jour de Windows 10 version 1809 (KB4561608), version 1903 et version 1909 (KB4560960), et version 2004 (KB4557957).
Microsoft note également que la mise à jour hors bande du 16 juin - qui a réparé les imprimantes qui ont cessé de fonctionner après l'installation des mises à jour du mardi patch - est affectée par cet échec du fichier LSASS.

Un correctif en cours

"Le fichier LSASS (Local Security Authority Subsystem Service) (lsass.exe) peut échouer sur certains appareils avec le message d'erreur suivant : "A critical system process, C:\WINDOWS\\system32\\lsass.exe, failed with status code c0000008. La machine doit alors être redémarrée", explique Microsoft.
Microsoft dit travailler sur un correctif qui sera livré dans une prochaine mise à jour. Il n'a pas confirmé si le problème de LSASS affecte les versions antérieures de Windows 10.
Si les mises à jour de juin semblent être la cause des redémarrages de LSASS, Bleeping Computer pointe vers un rapport d'utilisateur de fin mai sur des machines fonctionnant sous Windows 10 version 1809 ayant affiché le code d'erreur décrit dans les problèmes connus de Microsoft. "Le journal de log d'événements montre que LSASS.exe a planté au premier démarrage avec l'erreur c0000008 et que tous les services n'ont pas réussi à s'authentifier par la suite, ce qui a probablement causé le plantage" écrit l'utilisateur.

Reprise des patchs hebdommadaires

On ne sait pas quand la mise à jour arrivera, mais Microsoft redémarre son système de mises à jour optionnelles non sécurisées -
les versions hebdomadaires C et D - en juillet, après les avoir mises en pause en mars pour réduire la charge des administrateurs informatiques pendant l'épidémie de coronavirus.
Les versions optionnelles ne seront disponibles que pour Windows 10 et Windows Server, version 1809 et ultérieure. Elles donnent aux administrateurs la possibilité de tester les correctifs non liés à la sécurité qui seront disponibles dans la mise à jour Patch Tuesday du mois suivant, ou la version B.
Microsoft appelle désormais les versions C et D des versions Preview, qui seront livrées la troisième semaine - dite semaine C - de chaque mois. Les professionnels de l'IT qui utilisent Windows Server Update Services (WSUS) pour gérer les mises à jour ne verront plus les versions Preview ou C pour Windows 10 ou Windows Server dans le canal WSUS.

Infrastructure : HPE poursuit sur GreenLake et lance sa marque Ezmeral

HPE propose désormais sa plateforme GreenLake as-a-service avec une série de nouveaux services en ligne.
Hewlett Packard Enterprise complète sa plateforme GreenLake as-a-service par une série de nouveaux services, et lance la marque Ezmeral pour sa gamme logicielle. Lors de son événement virtuel Discover, HPE a annoncé de nouveaux services, le support de conteneurs et une gamme pour le déploiement de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage machine (machine learning).

GreenLake est la principale plateforme qui contribue à transformer HPE en une société de plateformes "as-a-service".
Kumar Sreekanti, directeur technique de HPE, explique que l'entreprise « dispose d'une quantité importante d'actifs » construits de manière organique et acquis par des achats tels que MapR. La gamme de logiciels Ezmeral est conçue pour offrir aux clients une expérience de bout en bout, tant au niveau matériel que logiciel.
Lors d'un point de presse, le directeur général de HPE, Antonio Neri, a parlé du retour de la société aux logiciels après la fusion de sa gamme de logiciels avec Micro Focus en 2017, pour un montant de 8,8 milliards de dollars. « Nous avons pris la décision de nous tourner vers une entreprise de logiciels à l'époque parce que nous avions le sentiment (...) que le portefeuille n'était pas conçu pour la réalité du cloud », raconte M. Neri. « La spin-off nous a permis de réfléchir plus sérieusement à ces nouvelles façons de déployer les logiciels. Ce que nous avons maintenant, c'est une stratégie intégrée et nous le faisons dans une véritable approche orientée vers l'open source. »
HPE Ezmeral exécute et contrôle les applications et les données. HPE Ezmeral alimente les services de cloud HPE GreenLake tels que les opérations d'apprentissage machine et la conteneurisation. Le portefeuille du HPE GreenLake a été remanié et comprend :
Des services de cloud de nouvelle génération pour les opérations d'apprentissage machine, les conteneurs, les machines virtuelles, le stockage, le calcul et la mise en réseau. Les services sont disponibles dans le hub HPE GreenLake Central pour les déploiements multicloud.
De petites, moyennes et grandes configurations pour les services de cloud HPE GreenLake via des architectures de référence et des blocs de construction préintégrés. Des services de cloud pour les opérations d'apprentissage automatique.
Les clients de HPE GreenLake peuvent s'abonner à des services spécifiques à leur charge de travail sur HPE Ezmeral Container Platform et HPE Ezmeral ML Ops.
Des services de cloud computing pour les conteneurs basés sur la plateforme de conteneurs HPE Ezmeral.
Une machine virtuelle, du stockage et des services de calcul pour les cloud privés, sur AWS et Microsoft Azure.
Des services de cloud pour la protection des données, y compris la sauvegarde et la récupération automatisé des données dans le cadre de multiples accords de niveau de service (SLA – Service Level Agreement).
Des services de edge computing via les services de connectivité gérés d'Aruba.
Les services HPE GreenLake pour les machines virtuelles, le calcul, le stockage, la protection des données et l'intelligent edge sont désormais disponibles. Les services pour ML Ops sont en bêta avec une disponibilité générale prévue au cours du quatrième trimestre fiscal de HPE. HPE Ezmeral ML Ops et Ezmeral Container Platform sont disponibles sous forme d'abonnement à une licence logicielle.

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)

Les Familles Ouzia et Hamraras
à Sa Fille Adorée

6 bises
6 grimaces rigolotes
6 câlins
6 sourires
6 chatouilles
6 bisous baveux
DORYA ANAÏS

Je te souhaite un joyeux anniversaire !
Que cette journée de fête soit remplie de rires, de cadeaux, de gâteaux et de jeux !

"Cette année encore, je sens que tu vas nous étonner.
Tu grandis si vite ! pour une année de découvertes et de joies.

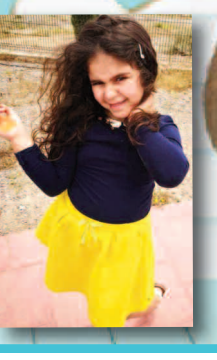
"Petit trésor, le jour de ta naissance reste pour moi un souvenir merveilleux. J'ai eu tant de bonheur ensuite à te regarder grandir.
Voilà que tu franchis une étape de plus ! Tu nous rends tous très fiers par tes progrès et ta gentillesse.

Gros bisous
et joyeux anniversaire."

Joyeux Anniversaire

Il y a une petite princesse qui vient de grandir un peu plus Tu vois, nous n'avons pas oublié …
Cela se fête autour d'un gâteau d'anniversaire avec pleins de bougies.En attendant, voici une petite carte de maman et papa, Papy Et Mami, Tes Tentes, qui te plaira nous l'espérons, Et nous te souhaitons un très bel anniversaire.
On T'aime plus que tout au monde

6





DORYA ANAÏS 6 ANS



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Directeur Général
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL
******
FLASHAGE
Centre, Est : LJI
******
DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP
******
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N°10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

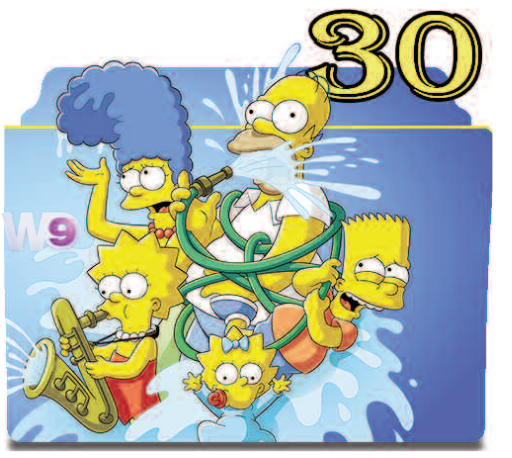
© 1990-2020

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.













JEUNE INDEPENDANT











télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h00 Divertissement — TF1
Le grand concours des animateurs

20h00 Jeu — France 2
Pop show

20h00 Série humoristique (2019 - France) — M6
En famille

20h05 Cinéma - Comédie — CANAL+
Beaux-parents

20h05 Série d'animation (2019 - Etats-Unis) — W9
Saison -30 Les Simpson

19h50 Cinéma - Film fantastique — CINE + FRISSON
La fin des temps

20h05 Téléréalité (2014 - Etats-Unis) — 6ter
Aquamen

21h34 Cinéma - Drame — CINE + PREMIER
Le collier rouge

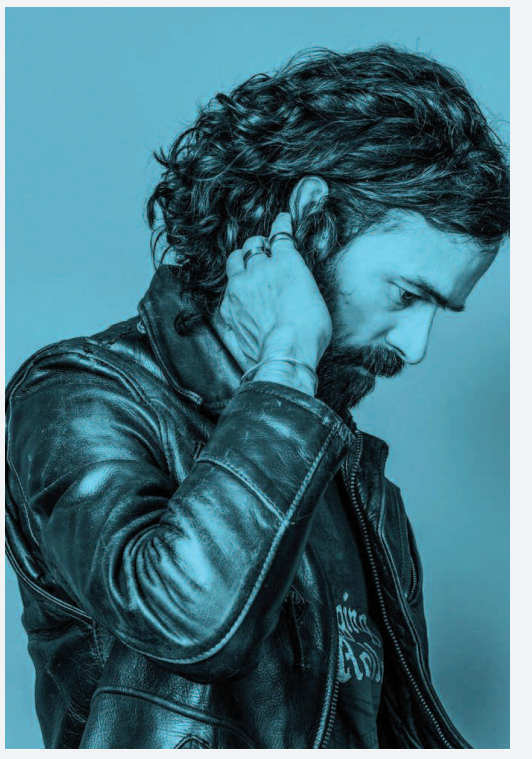
20h10 Variétés — C8
RFM Music Show

19h55 Cinéma - Film policier — CINE CINEMA
Roubaix, une lumière

21h17 Film d'aventures Voyage au centre de la terre 2 : l'île mystérieuse — CANAL+ family

20h15 Série policière (1989 - Etats-Unis) — TMC
Columbo

20h05 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2019 - France)
Vernon Subutex

Vernon se rend chez Sylvie Langlois, une ancienne connaissance issue d'une famille aisée qui fréquentait assidûment les soirées du Revolver. Chez elle, il espère pouvoir regarder discrètement les trois cassettes qu'Alex lui a léguées. De son côté, la Hyène est parvenue à récupérer les photos du photographe du festival pour tenter d'identifier le scénariste recherché par Laurent Dopalet.

21h40 Série d'horreur (2020 - Etats-Unis)
Saison 1 - Épisode 9: Sing, Sing, Sing
Penny Dreadful : City of Angels

22h01 Série dramatique (2019 - Grande-Bretagne)
Catherine the Great
Saison 1 - Épisode 3:

Dix-huit mois ont passé depuis que Catherine et Potemkine ont officialisé leur relation sentimentale, mais de nombreux sujets continuent de les opposer. Le lieutenant entend agrandir l'empire russe en annexant la Crimée mais la souveraine rejette tout nouveau conflit.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	03:21	12:33	16:24	19:57	21:37	03:28	12:37	16:28	20:00	21:39	03:40	12:52	16:43	20:15	21:55	03:56	12:42	16:23	19:53	21:23	03:51	12:58	16:49	20:20	21:59	03:57	13:03	16:53	20:25	22:03	04:01	13:06	16:55	20:27	22:04

LE JEUNE INDEPENDANT

N° 6724 – SAMEDI 27 JUIN 2020

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	20°
Oran	32°	21°
Constantine	36°	19°
Ouargla	43°	27°

SERVICE NATIONAL

LES ALGÉRIENS ÂGÉS DE 30 ANS ET PLUS EXEMPTÉS

Les citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2020 sont exemptés des obligations du service national, en vertu d'un décret signé avant-hier par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.



La mesure concerne les citoyens qui n'ont pas été incorporés ainsi que ceux qui n'ont pas régularisé leur situation. «Le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a signé ce jour un décret présidentiel portant dispense des obligations vis-à-vis du service national des citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2020 et qui n'ont pas encore été enrôlés», lit-on dans un communiqué de la présidence de la République.

«La dispense concerne aussi les citoyens âgés de 30 ans et plus au 31 décembre 2020 et qui n'ont pas régularisé leur situation vis-à-vis du service national», ajoute le texte. A noter que plusieurs parlementaires de l'Assemblée nationale (APN) ont lancé un appel au début de ce mois, au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin de dispenser 40.000 jeunes du service national en Algérie par décret présidentiel.

Le service militaire en Algérie, d'une durée de 12 mois, est obligatoire pour tous les Algériens âgés de 19 ans et plus.

Les citoyens n'ayant pas justifié leur statut vis-à-vis du service national ne peuvent pas être employés dans le secteur public ou privé ou exercer une profession ou une activité libérale.

Interrogés par le jeune indépendant, plusieurs jeunes ont exprimé leur soulagement quant à la décision du président Tebboune, d'autant que plusieurs sont mariés et ont des enfants. C'est le cas de Moussa Zerouki, ingénieur en génie civil, qui s'est dit heureux d'être dispensé des obligations du service national car, pour lui, cette période de la vie risquait de lui faire perdre ce qu'il avait appris à l'université et de dévaloriser sinon compromettre sa carrière professionnelle. Diplômé de l'Ecole Normale Supérieur de Bouzareah, Abdallah Douadi s'est aussi dit soulagé que le service national ne soit plus un obstacle dans sa vie professionnelle. Comme eux, la situation de 3.65.224 citoyens, dont 5874 résidant à l'étranger a été régularisée vis-à-vis du service national depuis le début de l'opération en mars 2011 et jusqu'au jusqu'au 31 décembre 2019.

Mohamed Mecelti

COUR SUPRÊME

Le directeur de la campagne électorale de Bouteflika incarcéré

LE CONSEILLER rapporteur de la Cour Suprême a placé jeudi dernier, Mustapha Rehhail directeur de la campagne électorale du Président de la République déchu Abdelaziz Bouteflika en détention provisoire à la prison d'El Harrach. Le mis en cause qui devait diriger la campagne électorale en faveur de l'ex-Président de la République pour un 5e mandat est poursuivi pour abus d'autorité, trafic d'influence et dilapidation de deniers publics.

R. H.

COVID-19 À ANNABA

Fermeture d'une recette postale et d'une antenne APC

LE DÉCONFINEMENT observé depuis plusieurs jours par les citoyens d'Annaba semble aggraver la situation de la pandémie du nouveau coronavirus. L'alerte donnée, à l'adresse de la population, par le directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Annaba, Dr. Nacer-Eddine Dameche s'est avérée juste, et l'idée d'un nouveau confinement général est à l'étude par la commission de lutte contre le coronavirus à Annaba. Pour preuve, la recette postale Amirouche et une antenne de l'APC ont été fermés avant hier sur ordre du wali d'Annaba, Djamel-Eddine Berimi, suite à la découverte de personnes, activant au niveau de ces deux bureaux, atteintes de coronavirus. Concernant la recette postale, il s'agit de deux postières qui sont en contact permanent avec les usagers pour différentes opérations postales. Coté de l'antenne APC, située dans une grande agglomération urbaine, deux autres agents ont montré dans un premier temps des symptômes au Covid-19, et qui, après les tests d'usage, se sont avérés positifs. Il est vrai qu'à travers la wilaya d'Annaba, très peu de gens sont sensibles aux mesures barrières contre le coronavirus. Une forte majorité de la population ne porte ni masque, ni bavette, ni respecte les mesures de distanciation. Dans les magasins de commerce, et des centres de paiement, le laisser-aller sanitaire est à l'évidence, et personne ne parle à personne concernant les moyens de protection qui demeurent quasiment nuls.

Nabil Chaoui

SE FIXANT COMME OBJECTIF UNE PLACE AU PODIUM

Amrani officialise son retour au CS Constantine

ABDELKADER Amrani a officialisé avant-hier jeudi son contrat avec le Club sportif constantinois. Le coach tlemcénien revient ainsi au club de Cirta moins de deux années après l'avoir quitté en novembre 2018, quelques mois après le deuxième sacre obtenu sous sa houlette par le CSC. Amrani s'est dit très touché par l'accueil qui lui a été réservé par les dirigeants et les supporters des verts et noirs. Le technicien n'y est pas allé par quatre chemins pour annoncer d'ores et déjà qu'en cas de reprise du championnat il convoiterait une des trois places du podium.

Après 22 journées jouées avant l'interruption de la compétition en mars dernier, le club pointe à la cinquième place à six points du leader, justement le dernier club algérien driver par Amrani avant son départ au Maroc où il a signé en décembre 2019 avec le club Difaa Djedida, quelques semaines avant le déclenchement de la crise sanitaires mandale due au covid-19. Abdelkader Amrani qui connait parfaitement la maison clubiste a signé pour deux années avec l'objectif de décrocher des titres. Les réseaux sociaux n'ont pas désempli après le retour de l'entraineur à l'origine de leur second titre de champion. Selon certains commentaires il reste l'un des meilleurs techniciens sur la scène nationale. Certains féru du club constantinois l'ont même qualifié de meilleur entraineur algérien à l'heure actuelle. Amrani âgé aujourd'hui de 64 ans avait marqué de son emprunte presque tous les clubs qu'il a dirigés ces dix dernières années. Juste après le sacre du CSC durant la saison 2017-2018, le technicien s'est sitôt permis le luxe de décrocher avec le CR Belouizdad la timbale de dame coupe 2018 bien qu'il n'ait pris les rênes du club banlieusard algérois qu'à la mi-saison, soit en décembre 2018. Il avait auparavant réussi à hisser sur les cimes du sport populaire le MO Béjaia en décrochant la coupe d'Algérie et en terminant la saison 2014-2015 comme dauphin à un point du champion l'Entente de Sétif en l'occurrence, avant de rééditer un autre exploit avec le club kabyle durant la saison 2015-2016 en se qualifiant à la finale de la coupe de la Caf perdu contre la coriace équipe du TP Mazembé.

A noter qu'Amraoui avait fait ses classes de joueur au sein du WA Tlemcen.

Amine B.

Condoléances

Profondément attristés par le décès de la TANTE DE NOTRE COLLÈGUE MOHAMED KOUINI le gérant, Ali Mecheri et le directeur de la publication, Kamel Mansari ainsi que l'ensemble du personnel du Jeune Indépendant, lui présentent leurs plus sincères condoléances. Puisse Allah Tout-Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons.